

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA
MUTUALITÉ SCOLAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 12 Décembre 1910, à 2 heures

PAR

Lucien BRISSON

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
(DESCHAMPS, *professeur*

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA
MUTUALITÉ SCOLAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 12 Décembre 1910, à 2 heures

PAR

Lucien BRISSON



Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { *MM. FERNAND FAURE, professeur*
(*DESCHAMPS, professeur*

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1910

A MON PÈRE

Instituteur primaire à Larzicourt (Marne)

A celui qui fut l'éducateur de ma jeunesse, et qui s'efforce quotidiennement encore, par un labeur assidu, d'inculquer dans l'esprit de ses jeunes élèves, en même temps que les premières notions de lecture et d'écriture, les grands principes de mutualité et de solidarité qui semblent être appelés à dominer le XX^e siècle, je dédie cet ouvrage, témoignage à la fois, de respect, d'affection et de remerciements.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA MUTUALITÉ SCOLAIRE

INTRODUCTION

Le principe mutualiste a pris, ces dernières années, dans notre pays, un développement considérable et qui a été extraordinairement rapide. Si l'on se réfère, en effet, à l'*Annuaire Statistique de la France*, pour 1908, on constate ceci :

En 1871 (1), il existait en France 5.787 sociétés de secours mutuels, libres et approuvées, représentant 683.794 membres participants et un avoir de 36.498.387 fr.

Au 31 décembre 1907, au contraire, il y avait en France 16.931 sociétés comptant 3.424.799 membres et représentant un avoir de 288.947.904 francs. Il est facile de voir dès lors le chemin parcouru. Depuis plusieurs années le contingent mutualiste s'augmente, par exercice, de 500 à 600.000 recrues ; bientôt, la majeure partie des travailleurs sera englobée sous sa bannière.

1. C'est de cette date que les sociétés de secours mutuels, ont, pour la première fois, produit leurs comptes.

« A l'aube du xx^e siècle, écrit M. Barberet (1), la mutualité française se montre grande et forte, haute et puissante, sereine et radieuse, englobant toutes les forces vives de nos populations laborieuses, et les guidant vers la sécurité. »

Une des causes certaines de cet énorme accroissement du principe mutualiste, est, sans aucun doute, la diversité des formes et des aspects qu'il a revêtus dans la pratique. On ne trouve pas en effet, actuellement en France, simplement des sociétés de secours mutuels d'adultes, en vue d'assurer une pension de retraite à leurs membres ; si elles sont la majorité, elles ne sont pas les seules ; à côté d'elles, existent des variantes nombreuses : *mutualité maternelle*, qui prend l'enfant à la mamelle et soutient la mère qui l'allaita ; *mutualité scolaire*, qui conduit par la main, l'écolier dans le chemin de la prévoyance ; *mutualité militaire*, d'origine plus récente, et qui est venue combler l'intervalle résultant du passage au régiment, et bien d'autres encore.

De ces diverses formes, nous n'en retiendrons qu'une seule : la *mutualité scolaire*.

Elle a pris, ces derniers temps, des racines profondes qui se sont ramifiés depuis 1881, date à laquelle un philanthrope généreux, M. J.-C. Cavé, fonda les sociétés que la reconnaissance populaire a baptisées de son nom, dans presque toutes les communes de France.

En effet, au 31 décembre 1907 il existait dans notre pays : 2.334 sociétés scolaires comptant 4.863 membres

1. Barberet. *Livret d'enseignement mutualiste*.

honoraires et 696,465 membres participants, et représentant une fortune sociale de 10.400.748 francs.

Il nous a paru qu'il était peut-être intéressant de rechercher les origines premières de ce mouvement mutualiste scolaire si important de nos jours, d'examiner son fonctionnement pratique, son état actuel, et l'avenir qui lui est réservé. Ce sera là l'objet de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

SECTION PREMIÈRE

LES ORIGINES

La mutualité est aussi ancienne que le sentiment qui pousse les hommes à s'associer : or, l'association qui naît du désir qu'ont les faibles ayant les mêmes besoins et les mêmes intérêts de s'unir pour lutter contre les difficultés de la vie, n'est pas une institution qui appartient en propre à telle ou telle race ; elle s'est produite spontanément chez tous les peuples, dans toutes les classes sociales, quand les circonstances ont favorisé son apparition.

Dès les temps les plus reculés, les individus ont uni leurs efforts pour se protéger mutuellement contre le danger commun, et dans tous les pays, chez toutes les races, on a vu ainsi se former des associations de ce genre.

On a donc pu découvrir les principes de la mutualité, aux époques les plus reculées, aussi bien chez les peuples d'Orient qu'en Grèce, dans les synédries, hétairies ou éranes.

On sait aussi qu'à Rome, les collèges des gens de métiers avaient introduit dans leurs règlements, le principe même du secours mutuel.

Sous des noms et avec des titres divers on trouve en France, dès le moyen âge, des associations de secours entre artisans d'une même profession. Ces associations se forment dans toutes les régions, dès le x^e et le xi^e siècle, entre bourgeois désireux de se garantir contre les risques de leur métier. Elles apparaissent dans les textes sous le nom de « gildæ, conjurationes, convivias, amicitias, fraternitates ». Une des plus célèbres est la hanse parisienne qui cumulait les opérations de la batellerie, avec celles du négoce et qui reçut ses privilèges du roi Louis VII en 1170 (1).

Dans les statuts des corporations industrielles qui se créent en France à peu près à la même époque, il est facile aussi de retrouver les règles mutualistes de l'assistance donnée par la corporation à ceux de ses membres qui sont dans le besoin. Tels sont, par exemple, les règlements sur les arts et métiers de Paris rédigés au xviii^e siècle, et connus sous le nom de *Livre des Métiers* d'Etienne Boileau.

Mais l'esprit de solidarité s'était surtout développé au moyen âge, dans les confréries, *confratriæ charitates*, nées du sentiment religieux, qui avaient pour but l'accomplissement en commun de devoirs de piété et de charité et qui étaient, à tous les points de vue, de véritables sociétés

1. Voir Luchaire, *Manuel des Institutions françaises*, 1892, p. 356 et suiv.

de secours mutuels. Par un serment mutuel, les membres de ces confréries promettaient de verser chaque année une certaine somme, et de se venir en aide dans toutes les circonstances. Ils avaient une caisse commune, une maison commune où siégeait l'association pour les différends et les fêtes.

La Royauté et l'Église qui ne voyaient pas sans quelque souci le développement de sociétés formées souvent comme moyen d'affranchissement dans l'ordre civil et politique, les proscrivirent le plus qu'ils purent, et des ordonnances royales vinrent les interdire, à cause des « banquets, dinées conviées » dont elles étaient la cause et où se dissipait le plus clair des collectes faites entre leurs membres. Une des plus célèbres et qui a persisté jusqu'à nos jours est la société de Sainte-Anne, créée à Paris en 1694.

On retrouve encore au moyen âge les principes mutualistes dans le « compagnonnage » où les ouvriers d'une même profession s'unissaient secrètement pour se prêter aide et assistance (1).

Le compagnonnage avait pour but un échange fraternel de secours ; quand un « compagnon » arrivait dans une ville, on lui procurait du travail ; s'il n'en trouvait pas, la société lui accordait des secours qui lui permettaient d'aller dans une autre ville chercher à s'embaucher ; s'il était malade, chacun à son tour allait le voir et lui portait ce qui pouvait lui être utile ; s'il venait à décéder, les compagnons lui rendaient le dernier service en l'accompagnant jusqu'à sa dernière demeure et en faisant les frais de l'enterrement.

1. Voir Martin Saint-Léon, *Le Compagnonnage*. Paris, 1901.

L'Etat qui prenait des mesures, contre les confréries, condamnait à plus forte raison les sociétés de compagnons. Poursuivies par les rigueurs de la police et les arrêts des tribunaux, ces associations n'en continuèrent pas moins leurs assemblées occultes : elles prirent part à des insurrections ouvrières en 1764 et 1786. Proscrites par la Révolution, elles persistèrent sous l'empire, malgré les entraves administratives, tant cette institution du passé était chère aux ouvriers.

Vers la fin du xviii^e siècle, quelques sociétés de secours mutuels se constituèrent sous l'influence de la société philanthropique de Paris, fondée en 1780, qui avait pris pour mission de les encourager, de les guider et de leur apporter une tutelle salutaire. Elle contribua ainsi à la formation de plusieurs sociétés, tant à Paris qu'en province, dont plusieurs ont subsisté jusqu'à nos jours.

La Révolution se montra fort peu favorable à la mutualité. Malgré l'article 17 de la Déclaration des Droits de l'homme, malgré le décret des 13 et 19 novembre 1790, la loi des 14 et 17 juin 1791 dite « loi Chapelier », votée sans discussion par l'Assemblée constituante, « interdit formellement les réunions ou associations entre membres d'un même métier ou profession, ayant en vue leurs prétendus intérêts communs ».

« L'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens de même état et profession étant l'une des bases de la Constitution française, il est interdit de les rétablir sous quelque prétexte que ce soit. Les citoyens d'un même état et profession, les entrepreneurs, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque, ne pourront, lorsqu'ils se

trouveront ensemble, se nommer ni président, ni secrétaire, ni syndic, tenir des registres, prendre des arrêtés ou des délibérations (1). »

Cette loi portait un coup terrible aux idées mutualistes.

A la même époque, disparaissaient les confréries religieuses. Le décret du 18 août 1792, qui ordonnait la suppression des congrégations, avait dissous en même temps « les familiarités, confréries, pénitents de toutes couleurs, pèlerins et toutes autres associations de piété et de charité ».

Le Code pénal reprit l'interdiction en imposant dans l'article 291, l'autorisation du gouvernement aux associations de plus de vingt personnes, se réunissant quotidiennement ou à certains jours. Il n'était pas douteux que les sociétés de secours mutuels tombaient sous le coup de ces dispositions puisque, aucun texte n'avait dérogé en leur faveur, au régime de l'autorisation préalable du gouvernement.

Malgré ces entraves, un grand nombre de sociétés de secours mutuels se formèrent de 1806 à 1816. Le gouvernement, loin de les proscrire, les recommandait à la bienveillance des préfets. Ces sociétés ne purent survivre longtemps à leurs engagements; elles promettaient beaucoup et demandaient peu à leurs membres. La Société des mutualistes de Lyon, par exemple, moyennant une infime cotisation, assurait des secours, non seulement contre la maladie, mais contre les infirmités, la vieillesse et même

1. H. Poulet, *Les Sociétés de secours mutuels*.

le chômage. A peine constituées, on les voyait disparaître.

D'autres cependant, mieux organisées, fonctionnèrent plus longtemps. Malgré la loi du 10 avril 1834 qui plaçait les sociétés de secours mutuels, comme les autres associations, sous la dépendance des préfets, en 1841, la Société philanthropique de Paris indiquait dans ses rapports qu'il existait à Paris, à la fin de 1840, 183 associations de secours mutuels, et que le nombre des membres était de 2.855 pour les sociétés fondées antérieurement à l'année 1826 ; de 8.208 pour celles fondées de 1826 à 1830 ; de 1.528 pour celles fondées de 1831 à 1840, soit un effectif total de 12.586 sociétaires (1).

En province, Marseille était la ville qui possédait le plus grand nombre de sociétés de secours mutuels : 40 avaient été fondées en l'espace de trois années. Rouen en comptait 13, Grenoble 12, Bordeaux, Nantes, Orléans et presque toutes les grandes villes de France possédaient de semblables associations.

La Révolution de 1848 traite la mutualité avec moins de défiance. Un des premiers actes du gouvernement provisoire fut de consacrer la liberté illimitée du droit de réunion et d'association. Le décret du 28 juillet 1848 permit aux sociétés de toute nature de se constituer sur une simple déclaration à faire à l'autorité municipale.

L'article 14 § 3 du décret exemptait de toute formalité les associations industrielles et de bienfaisance, et dans cette dernière catégorie on avait compris les sociétés de

1. V. Berteloot, *La Mutualité scolaire*.

secours mutuels, ainsi que l'avait demandé Jules Favre à la séance du 25 juillet. En outre, une circulaire du ministre de l'Intérieur du 31 août 1848 déclarait que les « sociétés de secours mutuels sont libres de toutes formalités préliminaires ».

La liberté ainsi accordée ne dura guère.

L'Assemblée législative proscrivit les associations et voulut replacer les sociétés de secours mutuels sous la dépendance du gouvernement. La loi du 15 juillet 1850 fut une sorte de compromis entre le régime de liberté de 1848 et les rigueurs du Code pénal et de la loi de 1834.

Cette loi décidait que « les associations connues sous le nom de sociétés de secours mutuels pourraient, sur leur demande, être déclarées établissements d'utilité publique ».

« Ces sociétés ont pour but d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes, et de pourvoir aux frais funéraires des sociétaires.

» Elles ne peuvent promettre de pensions de retraite aux sociétaires.

» Ces sociétés sont placées sous la protection ou la surveillance de l'autorité municipale.

» Elles devront compter au moins 100 membres et ne pas dépasser 2.000. »

Le décret du 26 mars 1852 abrogea la loi du 15 juillet 1850, sauf pour les sociétés reconnues d'utilité publique.

Il institua le régime de l'approbation et étendit aux sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique en vertu de la loi de 1850, les avantages qu'il accordait aux sociétés approuvées. Il décidait qu'une société de secours mutuels serait créée par les soins du maire et du

curé dans chacune des communes où l'utilité en serait déclarée par le préfet, après avis du conseil municipal, à moins d'une autorisation spéciale du préfet; le nombre des membres participants ne pouvait être supérieur à 500.

Comme la loi de 1850, le décret de 1852 assigne le même objet fondamental aux sociétés mutuelles, le service-maladie, mais il y ajoute le service-retraite, si les sociétés comptent un nombre suffisant de membres honoraires.

Lorsque leurs fonds en caisse s'élèvent à plus de 3.000 francs, les sociétés de secours mutuels de plus de 100 membres sont tenues de verser l'excédent à la Caisse des dépôts et consignations (décret de 1852, art. 13). Le taux de l'intérêt des sommes déposées est fixé à 4,50 0/0.

Les sociétés sont en outre autorisées à faire aux caisses d'épargne des dépôts de fonds égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire individuellement. Elles peuvent aussi verser dans la caisse des retraites, au nom de leurs membres actifs, les fonds restés disponibles à la fin de chaque année (art. 14).

Un décret du 27 mars 1852 préleva, sur le produit de la vente des biens de la famille d'Orléans, une somme de 10.000.000 qui, placée à la Caisse des dépôts et consignations au taux de 4,50 0/0, était destinée à venir en aide aux sociétés de secours mutuels, soit pour frais de premier établissement, soit dans le cas d'un déficit causé par une force majeure, telle qu'une épidémie par exemple.

Un décret du 26 avril 1856 complétant l'organisation du service-retraite dans les sociétés approuvées, vint décider (art. 1) que sur les intérêts disponibles de la dotation des sociétés de secours mutuels, il serait affecté une somme

de 200.000 francs à la constitution d'un fonds de retraite au profit des sociétés approuvées qui prendraient en assemblée générale, l'engagement de consacrer à ce fonds de retraites, une portion de leur capital de réserve. C'est là l'origine du *fonds commun*, dont nous aurons souvent, dans la suite, l'occasion de parler.

Grâce à ce fonds fourni par l'Etat, les sociétés de secours mutuels servaient déjà à la fin de 1856, 40 pensions variant de 40 à 122 francs et donnant un total de 1922 fr. de rentes ; à la fin de 1863, le total de la rente était de 30.660 francs, partagé entre 511 pensionnaires, et en 1870, il était passé à 189.267 francs payés à 2.957 pensionnaires.

Ainsi, sous l'empire de cette législation, le régime légal des sociétés de secours mutuels était ainsi déterminé : Il y avait deux espèces de sociétés de secours mutuels, douées de l'existence légale et de la personnalité civile ; c'étaient les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique par décrets rendus en Conseil d'État, et les sociétés approuvées par les préfets après avis du conseil municipal. L'approbation préfectorale avait pour effet de rendre la société habile « à prendre des immeubles à bail, à posséder des objets mobiliers, à faire tous les actes relatifs à ses droits et à recevoir, avec la simple autorisation du préfet, les dons et legs mobiliers dont la valeur n'excédait pas 5.000 francs » (art. 8).

A côté des sociétés reconnues et des sociétés approuvées il y avait des sociétés simplement autorisées qui existaient en vertu d'une simple autorisation de police accordée par

le préfet, et qui ne jouissaient d'aucun des avantages attachés à la personnalité civile. Elles jouissent d'une complète liberté d'action, mais elles ne possèdent aucune des prérogatives que la loi confère aux seules sociétés approuvées ou reconnues.

Les unes et les autres font le service-maladie et si elles le veulent le service-retraite, avec leurs excédents de recettes, mais le bénéfice des dispositions du décret de 1856 est réservé aux sociétés approuvées qui, seules, peuvent prétendre aux subventions de l'État.

En présence d'une pareille situation la plupart des sociétés se firent approuver et presque toutes adoptèrent pour la liquidation des pensions de leurs membres, le mode du fonds commun qui semblait avoir les préférences du pouvoir et qui leur paraissait particulièrement avantageux. « Bientôt, dit M. Barberet, le commentateur de la loi de 1898, tous les revenus de la dotation furent employés à subventionner les fonds de retraites ; ils devinrent même insuffisants à un moment donné, et à partir de 1881, un crédit spécial fut voté chaque année par le Parlement pour parfaire le surplus des subventions » (1).

L'année 1881 marque une date dans l'histoire des sociétés de secours mutuels. C'est en 1881 en effet que l'enfant entre dans la mutualité, dans des conditions que nous allons maintenant exposer.

1. Barberet, *Les Sociétés de Secours mutuels*, commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898, p. 15.

SECTION II

LA FONDATION DES SOCIÉTÉS SCOLAIRES (1880-1881)

Tout le monde sait que M. J.-C. Cavé est le promoteur de cette utile institution qui jouit maintenant d'une vogue justifiée et méritée. Mais il peut être intéressant d'en faire connaître la naissance et les débuts.

Le 10 avril 1865 M. Cavé fondait dans le XIX^e arrondissement de Paris une société de secours mutuels (adultes). Il sentit bientôt—et les faits le démontrent clairement—que les retraites fournies par les sociétés d'adultes ne pouvaient être que minimales. C'est à peine si le maximum dépassait 50 francs à l'heure de la vieillesse, alors que les plus petites sommes versées dès l'enfance donneraient par l'accumulation des intérêts des résultats relativement importants. M. Claudinot a fait, en effet, le calcul suivant (1) :

« Soit une somme de 100 francs versée à capital réservé, pour jouissance à soixante ans. Tandis que cette somme produit 92 fr. 21 en le versant à trois ans, elle ne produit déjà plus que 84 fr. 53, soit 7 fr. 08 de moins, en la versant seulement deux ans plus tard, à cinq ans ; 67 fr. 79, soit 24 fr. 42 de moins en attendant jusqu'à dix ans, et seulement 42 fr. 56, soit moins de moitié en ne s'y pre-

1. Claudinot, *Après l'École*, 20 mars 1905.

nant qu'à vingt ans. Si l'on attend cinquante ou cinquante-cinq ans, le produit est insignifiant ; ce n'est plus qu'un placement à bon intérêt. »

C'est en partant de cette observation banale que M. Cavé eut l'idée de fonder en 1880, en vue de la création de retraites, des associations où seraient admis de tous jeunes enfants ; il résolut de mettre en pratique la maxime : « Rien ne sert de courir il faut partir à point. » C'est là la grande conception de la mutualité scolaire.

A partir de ce moment, les idées de mutualité et de prévoyance firent leur apparition dans les écoles : jusqu'alors les maîtres de l'enseignement primaire ne se préoccupaient que d'enseigner à l'enfant dès son bas âge à pratiquer l'économie. On ne cherchait à développer chez l'enfant que le sentiment de l'épargne et c'est ainsi qu'on était arrivé à attribuer aux jeunes enfants en récompense de leur travail des livrets de la caisse d'épargne dus à la générosité publique. Mais un grave inconvénient subsistait toujours, c'est que les sommes inscrites sur le livret de caisse d'épargne de l'enfant constituaient un dépôt libre. Jusqu'à la majorité de l'enfant les sommes sont à la disposition du père de famille qui peut les dissiper, et dès que le jeune homme est devenu majeur, à l'âge des plaisirs et des entraînements faciles, c'est là qu'il en dispose à son gré et selon sa fantaisie. L'épargne risque ainsi d'être dissipée et l'enfant ne profite pas de ce sentiment un peu personnel et égoïste qui l'avait poussé à économiser.

M. Cavé a visé plus loin, il a voulu que l'enfant pensât non seulement à lui, mais à ses camarades, qu'il

épargnât pour les jours mauvais ou la vieillesse l'empêcheront de travailler. Son but a été d'amener l'intelligence de l'enfant à comprendre tout ce que renfermaient les deux mots de « mutualité et prévoyance ».

Les grands principes organisateurs de la société scolaire lui ont été fournis par les sociétés de secours mutuels déjà existantes, et par la Caisse nationale des retraites.

Des sociétés de secours mutuels, il a tiré l'idée de mettre le travailleur à l'abri des conséquences du chômage résultant de la maladie et, dans une certaine mesure, de placer sa vieillesse à l'abri de la misère.

De la Caisse nationale des retraites, il a retenu le grand principe : d'inviter le travailleur à économiser en vue d'une époque éloignée, pour le moment où il ne pourra plus travailler.

La combinaison de tous ces principes a donné naissance à la mutualité scolaire.

Son illustre fondateur a maintes fois expliqué la genèse de cette institution ; notamment, le 18 juin 1905, à propos du vingt-cinquième anniversaire de la première société scolaire de secours mutuels, il racontait de la façon suivante les débuts de la mutualité scolaire :

« En 1865, avec le concours de quelques amis, nous fondions dans ce même arrondissement (le dix-neuvième) une société de secours mutuels d'adultes, dont les débuts furent assez prospères pour permettre la réalisation de quelques économies en vue d'une retraite dont nous avions laissé luire la possibilité aux yeux de nos adhérents.

Il en est souvent ainsi dans les premières années de fonctionnement de nos associations mutualistes.

» Mais, dès la douzième année d'exercice, les dépenses toujours croissantes occasionnées par les frais de maladie des sociétaires déjà vieilliss, étaient telles, qu'elles ne nous laissaient plus d'illusions sur l'importance de la pension que nous pourrions leur servir, même après trente années de sociétariat et soixante-cinq ans d'âge.

» Cette pension est encore aujourd'hui de 60 francs par an seulement, c'est-à-dire infiniment trop faible pour parer aux besoins les plus indispensables d'un vieillard.

» Il fallait un remède à cette situation. Ce remède semblait consister à constituer la société au moyen d'éléments plus jeunes, par cette raison plus robustes et capables avec une moindre cotisation de laisser en caisse chaque année, des excédents de ressources employables à la formation du capital de retraite.

» Il fallait en même temps, à côté du fonds commun dont l'organisation primitive est peu fructueuse, établir au profit du sociétaire un livret individuel de la Caisse nationale de Retraites (qui capitalisait alors à 5 0/0), sur lequel livret serait inscrite une cotisation spéciale, susceptible de produire par une plus longue accumulation des intérêts composés, une pension certaine plus élevée. Pour atteindre le but souhaité, il s'agissait donc seulement de composer la société : d'adolescents, et même encore s'il se pouvait, d'enfants de nos écoles.

» Voilà, Messieurs, dans toute sa simplicité, la conception dont on prétend me faire honneur (1). »

1. Cité par Berteloot, *op. cit.* (p. 13 et suiv.)

Quoi qu'il en soit des raisons premières qui inspirèrent la pensée de M. Cavé, il fit entrer pour la première fois les enfants dans la mutualité.

L'idée était excellente. En effet le principal écueil auquel se heurtaient les sociétés d'adultes était l'entrée tardive des sociétaires dans les mutuelles ; le plus souvent, l'ouvrier attend que sa santé soit menacée pour s'inscrire à la mutuelle ; il coûte dès lors à la société en frais de maladie, plus qu'il ne lui rapporte, ce qui compromet forcément la situation pécuniaire de la mutuelle, dont toutes les ressources, absorbées par les frais médicaux et pharmaceutiques, sont impuissantes, dès lors, à organiser un service de pensions.

Au contraire les enfants ou les adolescents sont moins sujets à la maladie que les adultes, leurs maladies sont généralement moins longues, moins graves et moins coûteuses. En outre, les enfants ou les adolescents pourront verser à la Caisse des retraites de nombreuses annuités, qui, pendant de longues années, bénéficieront des subventions de l'État et dont la productivité s'accroîtra encore grâce à la puissance prodigieuse de l'intérêt composé.

« Ainsi, dit M. Berteloot (1), en faisant entrer les petits enfants, dans l'armée mutualiste, M. Cavé renouvelait, du même coup, et soit dit sans vouloir jouer sur les mots, il rajeunissait la mutualité française en lui infusant un sang jeune, neuf et généreux. La « Petite Cavé » se développera sans connaître la plupart des difficultés qui compromirent la prospérité, quelquefois même l'existence de ses

1. Berteloot, *op. cit.*, p. 17.

ainées. En tout cas, sa constitution robuste, les sages précautions dont ses premiers pas ont été entourés lui permettront de marcher plus droit et d'aller plus avant sur la route du progrès. »

Telle est, rapidement esquissée, l'histoire touchante dans sa simplicité de la mutualité scolaire. Il n'y a pas lieu, croyons-nous, d'insister autrement sur ce point. Les « Petites Cavé » ont eu de nombreux et excellents historiens qui ont, on peut le dire, admirablement épuisé le sujet. Aussi abordons-nous de suite l'étude du fonctionnement de la mutualité scolaire avec les changements y apportés par la très importante loi du 1^{er} avril 1898, dont l'article 3 § 2 reconnaît expressément les sociétés scolaires en disposant : « Les mineurs peuvent faire partie de ces sociétés sans l'intervention de leur représentant légal (1). »

1. Consulter notamment sur les origines M. Édouard Petit, dont le nom est inséparable de l'œuvre et qui y a consacré de très nombreux ouvrages, brochures, rapports, discours, etc. Les principaux sont indiqués dans la bibliographie de cette thèse.

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT

Les « Petites Cavé », qui se prêtent à toutes les combinaisons et peuvent revêtir toutes les formes de prévoyance mutuelle, ont pour but principal :

1° De venir en aide aux sociétaires malades, au moyen d'une indemnité journalière payée à leurs parents pendant le temps de la maladie de leurs enfants, et plus tard aux sociétaires eux-mêmes ;

2° De profiter dans la plus large mesure des avantages de la loi du 1^{er} avril 1898, en constituant au profit des membres de la société, un fonds commun de retraites, inaliénable, destiné à leur assurer une pension de retraite ;

3° De pourvoir chacun des sociétaires d'un livret de la Caisse nationale des Retraites ;

4° D'assurer aux sociétaires l'appui moral et fraternel de leurs anciens condisciples, de les encourager dans la poursuite de leurs études professionnelles et de faciliter leurs débuts dans la vie ;

5° De rembourser aux ayants droit, en cas de décès du sociétaire, avant l'entrée en jouissance de sa pension, un capital dont le montant est déterminé par les statuts.

En outre, mais à titre purement facultatif, les « Petites Cavé » peuvent :

1° Établir des cours professionnels ou complémentaires en vue de l'instruction professionnelle ;

2° Créer des offices de placement ;

3° Favoriser l'admission des jeunes gens dans les sociétés de secours mutuels d'adultes ;

4° Contracter au profit des sociétaires au moyen de cotisations graduées, selon leur âge, une assurance-vie ayant pour objet de leur payer, à leur retour du régiment pour les hommes, et à leur majorité pour les jeunes filles et les jeunes gens exempts du service, une dot proportionnée à leurs versements (1).

Comment, dans la pratique, arrive-t-on à ces divers résultats.

SECTION PREMIÈRE

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

La mutualité scolaire accepte comme membres participants des enfants de trois ans qu'elle garde en cette qualité jusqu'à seize ou vingt ans, même jusqu'à cinquante ou cinquante-cinq ans, lorsqu'elle a une section d'adultes.

Pour créer une mutualité scolaire (2), les fondateurs rédigent des statuts, en conformité de la loi du 1^{er} avril 1898, et en déposent deux expéditions à la préfecture et

1. Voir les statuts modèles publiés par le ministre de l'Intérieur, 1902.

2. V. Kruger Trouchaud, *La Mutualité scolaire*. Conférence faite à la bibliothèque du Musée pédagogique de Nîmes le 3 mars 1899.

à la sous-préfecture. Ils y joignent la liste des noms et adresses de toutes les personnes qui, à un titre quelconque, seront chargées à l'origine de l'administration ou de la direction de la société. Récépissé de ces pièces leur est délivré. Un mois après, la société peut fonctionner.

Lorsqu'une société veut se faire approuver par arrêté ministériel, elle doit en faire la demande écrite au préfet en y joignant quatre exemplaires de ses statuts (des statuts-modèles pour les mutualités scolaires approuvées ont été élaborés par une commission interministérielle, siégeant au ministère de l'Intérieur). L'approbation ministérielle confère certains droits et privilèges, notamment la faculté de recevoir des dons et legs immobiliers sous réserve de l'autorisation du Conseil d'État.

Les communes sont tenues de fournir aux sociétés approuvées qui le demandent les locaux nécessaires à leurs réunions ainsi que les livrets et les registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité (1).

Tous les actes intéressant les sociétés approuvées sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement, sauf les transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles.

Enfin, les sociétés de secours mutuels approuvées, bénéficient du taux de quatre et demi (4 fr. 50) 0/0, pour le placement de leurs fonds à la Caisse des dépôts et consignations, et peuvent recevoir, en outre, sous des formes diverses, des subventions fixes ou allocations variables de l'État, ainsi que nous le verrons en détail plus loin.

1. Loi du 1^{er} avril 1898, article 18.

Une fois créée et approuvée, la société scolaire procède à son organisation, en exécution des dispositions inscrites dans ses statuts.

Tout d'abord, elle doit recruter des adhérents : membres honoraires et membres participants.

Les membres participants sont ceux qui ont souscrit, ou dont les parents ont souscrit pour eux, l'engagement de se conformer aux statuts et qui profitent des avantages de l'association (1).

Les membres honoraires, au contraire, sont ceux qui, par leur cotisation ou des services équivalents, contribuent à la prospérité de la société sans profiter de ses avantages. Ils sont admis par le président et le conseil d'administration sans condition d'âge et de nationalité.

Les membres participants sont admis par le conseil d'administration, en assemblée générale, après un stage de trois mois ; ils doivent être valides et âgés de trois ans au moins. Les conditions d'origine doivent être nettement prévues par les statuts.

Ceux-ci prévoient aussi certaines causes d'exclusion : non paiement des cotisations pendant plus de deux mois, le fait d'avoir commis une faute au préjudice de la société, une condamnation infamante, injures ou voies de fait envers un sociétaire, etc.

La démission, la radiation ne donnent droit à aucun remboursement. Toutefois, le sociétaire exclu restera propriétaire du livret de pension mutualiste si ce livret existe,

1. Statuts-modèle du ministère de l'Intérieur.

et du livret de la Caisse nationale des retraites acquis par lui.

Lorsque le nombre des adhésions est jugé suffisant pour la constitution définitive de la société, le comité provisoire provoque une réunion de tous les adhérents, dans laquelle il est procédé, d'après les règles édictées par les statuts, à la mise en fonctionnement de la société. Ceci devient un fait accompli, lorsqu'elle a assuré son administration normale.

Généralement, les mutualités scolaires sont administrées :

1° Par un *Conseil d'administration* dont les membres sont choisis parmi les membres honoraires ou les parents des membres participants ; ils sont élus en assemblée générale par les membres honoraires et les membres participants, âgés de plus de seize ans ;

2° Par un *Bureau* placé à la tête du conseil et composés du président, du ou des vice-présidents, du ou des secrétaires et trésoriers.

Le Conseil administre la société, fait les règlements d'ordre intérieur, vote les dépenses afférentes aux frais généraux, et délibère sur les questions qui lui sont réservées par les statuts.

La société se réunit au moins une fois par an en assemblée générale, pour entendre le rapport sur la situation financière, pour procéder au renouvellement des membres du conseil et statuer sur les questions qui lui sont soumises par le conseil d'administration. Les membres participants âgés de plus de seize ans ont seuls le droit de prendre part aux délibérations et aux votes ; au-dessous de

cet âge, les enfants peuvent être représentés aux assemblées par leur représentant légal.

Pour pouvoir vivre, la société a besoin de fonds. Ils lui sont fournis de deux manières :

- 1° Par les cotisations de ses membres ;
- 2° Par les subventions de l'Etat.

§ 1. — COTISATIONS

Les sociétaires, ou leurs parents pour eux, s'engagent à payer régulièrement une cotisation principale hebdomadaire et obligatoire de 0 fr. 10, dont la moitié au moins doit être affectée, soit aux versements sur livrets individuels de retraites, soit à l'établissement ou à l'accroissement du fonds commun inaliénable de retraites, destiné à constituer des pensions mutualistes aux sociétaires.

Les autres cinq centimes sont affectés à la création ou à l'alimentation d'un fonds de secours (1).

On a justement fait remarquer que la modicité de la cotisation exigée était de nature à amener dans les sociétés un très grand nombre d'adhérents. « Tous les enfants de nos écoles, a écrit M. Édouard Petit (2), peuvent être membres participants, car tout le monde peut trouver deux sous par semaine ; les indigents eux-mêmes pourraient les avoir. » Et s'adressant aux esprits généreux, M. Petit leur dit : « Ne vous serait-il pas possible, vous qui êtes aisés, de donner aux enfants indigents, un léger

1. Voir A. Dubucquoy, *Manuel pratique des Sociétés scolaires de secours mutuels et de retraites*. Paris, 1894.

2. Ed. Petit, rapport sur les œuvres post-scolaires (1900-1901).

travail à faire tous les samedis de façon à leur faire gagner 10 centimes » ; et l'honorable rapporteur signale à ce propos quelques-unes des plus ingénieuses trouvailles suggérées par le désir de faciliter aux malheureux leur entrée dans la famille mutualiste.

Dans l'Ariège, aux Pujols, le paiement des cotisations a lieu en nature (œuf, pommes de terre) que les mères de famille, à tour de rôle, vendent au marché pour les petits mutualistes.

En 1893, à Breuillet, dans l'arrondissement de Rambouillet, M. Yvon, le directeur de l'école, a imaginé un procédé des plus ingénieux : il a acheté des lapins qui ont eu des petits en nombre assez grand pour qu'il ait pu en donner trois à chacun de ses élèves indigents. « Vous recueillerez, dit-il aux enfants, sur les routes et dans les champs, l'herbe nécessaire à leur nourriture. Quand vos lapins seront assez gros, nous les vendrons, et sur le prix qu'on en tirera, vous paierez votre cotisation. » En même temps que ce clapier, M. Yvon a installé « un rucher mutualiste ».

Il fait aussi fabriquer par les petits pauvres de cinq à huit ans des cornets en papier qu'il revend ensuite aux épiciers avec un léger bénéfice.

Le directeur de l'école de Verneuil, dans l'Oise, M. Sorel, a trouvé un autre système ; il a entrepris la mise en valeur d'un champ d'expériences de 25 ares, dont la location est payée par la commune, et dont les produits servent à aider les élèves pauvres à acquitter leurs cotisations ; le surplus est versé dans la caisse de la société. La fourniture de l'engrais..... hippique est réservée aux enfants

malheureux qui gagnent ainsi une partie de l'argent nécessaire à leur inscription sur les registres de la « Petite Cavé » (1).

Enfin, le titre de membre honoraire est quelquefois décerné à la personne qui aura pendant un minimum de années payé la cotisation de plusieurs enfants reconnus indigents par le conseil d'administration de la société.

§ 2. — SUBVENTIONS DE L'ÉTAT

Sous certaines conditions, l'État accorde aux sociétés de secours mutuels des subventions de diverses sortes (2).

Ce peuvent être d'abord des subventions proportionnelles aux versements faits par les sociétés à leur fonds commun. Elles sont accordées par le ministre de l'Intérieur en vertu des décrets du 28 novembre 1853, du 26 avril 1856 et de la loi du 1^{er} avril 1898.

Chaque subvention est calculée en tenant compte des éléments suivants :

- 1^o Le quart du versement ;
- 2^o Un franc par membre participant ;
- 3^o Un franc par membre participant âgé de plus de cinquante-cinq ans.

« Toutefois, précise M. Barberet (3), la subvention

1. Communication de M. J.-C. Cavé au XIX^e Congrès de la Ligue de l'Enseignement, 1901.

2. En 1906, le montant des subventions accordées aux sociétés approuvées scolaires s'est élevée à 82.107 francs.] V. *J. Off.*, annexe, 29 mai 1909.

3. J. Barberet, Commentaire de la loi du 1^{er} avril 1898.

allouée par l'État ne peut dépasser le chiffre du versement. Lorsque le nombre des membres participants est égal ou inférieur à mille, elle n'excède pas 3000 francs. Si le nombre des membres participants est supérieur à mille, elle peut être égale au nombre des membres participants, multiplié par trois, sans aller cependant, en aucun cas, au delà de 10.000 francs.

En tenant compte de toutes ces données, on a trouvé que la moyenne de la subvention de l'État, pour un franc de versement au fonds commun par les mutualités scolaires, a été de 0 fr. 78 en 1900 sur l'ensemble des opérations (1).

A cette subvention, s'en ajoute une autre qui provient de la répartition des fonds prescrits des caisses d'épargne, en vertu de l'article 20 de la loi du 20 juillet 1895. Pour les sociétés qui ne servent pas de pension supérieure à 300 francs, la subvention moyenne par membre participant a été de 0 fr. 2072 en 1900. Mais les subventions accordées de ce chef augmentent d'année en année par la raison bien simple qu'elles doivent naturellement suivre la progression des capitaux déposés. Il y a dix ans, les dépôts aux caisses d'épargne étaient de 600 millions; ils s'élèvent maintenant à 4 milliards.

Les fonds prescrits au 1^{er} janvier 1907 et revenant aux sociétés de secours mutuels s'élevaient à 148.945 fr. 60. Cette somme n'a pas été répartie au cours de l'année 1907 (2).

1. Rapport du ministère de l'Intérieur sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1900.

2. Rapport Viviani, pour 1907. (*J. Off.*, annexe, 15 janvier 1910.)

Mais ce n'est pas tout, un crédit annuel voté par la Chambre « est affecté à la majoration des rentes viagères constituées au profit des titulaires de livrets individuels de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse et des membres des sociétés de secours mutuels, ou de toute autre société de secours ou de prévoyance, servant des pensions de retraites » (1).

Cette majoration peut être accordée à ceux qui ont fait acte de prévoyance, soit par le paiement de vingt-cinq cotisations régulières dans une société de secours mutuels, soit par vingt-cinq versements à leur livret individuel, et qui se trouvent dans les conditions d'âge exigées par la loi.

Mais elle n'est accordée qu'aux personnes qui justifient qu'elles ne jouissent pas, y compris la rente viagère, d'un revenu personnel, viager ou non, supérieur à 300 francs.

Enfin, si les pensions liquidées par les sociétés de secours mutuels sont servies par la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse, une bonification d'un autre genre s'y ajoute. L'État donne, par exemple, une somme à capital aliéné pour grossir de 7 francs la rente viagère, quand la société n'a versé que le capital réservé pour obtenir 43 francs de retraite (2).

Cette bonification de la pension est estimée à 14 0/0 de sa valeur, et est accordée indifféremment à tous les pensionnaires des sociétés de secours mutuels qui

1. Loi du 31 décembre 1895.

2. Arrêté ministériel en date du 30 avril 1900.

ont un titre de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse.

Cette bonification d'intérêts est obligatoire pour l'État. L'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898 met à la charge du ministère de l'Intérieur la différence d'intérêt entre le taux de 4 fr. 50 0/0, et le taux de la Caisse nationale des Retraites (actuellement 3 1/2 0/0) pour les capitaux déposés, par les sociétés de secours mutuels approuvées, à la Caisse des dépôts et consignations, soit en compte courant, soit en fonds de retraite.

Par application de ces principes, 1580 sociétés scolaires ont reçu, en 1904, des subventions proportionnelles aux versements qu'elles avaient effectués dans le courant de l'année 1903, sur les livrets de leurs membres.

Ces subventions se sont élevées à un ensemble de 550.155 francs — c'est-à-dire à 348 francs par association — dont 460.429 francs ont été répartis entre 246.387 comptes de la manière suivante : sur 13.156 livrets ont été inscrits 29.989 francs de subventions à capital aliéné ; sur 233.231 ont été inscrits 430.440 francs de subventions à capital réservé.

Il résulte de ces chiffres que l'allocation moyenne a été de 1 fr. 87 par livret, soit de 0 fr. 44 par 1 franc de versement.

Les 89.726 francs qui forment la différence entre la dépense totale (550.155 fr.) et les 460.429 francs inscrits sur les livrets, représentent les subventions correspondantes aux livrets que 165 sociétés ont été autorisées à verser à leur fonds commun de retraites.

SECTION II

EMPLOI DES FONDS

Les fonds ainsi recueillis par les sociétés scolaires servent à deux fins :

D'abord à constituer un fonds de secours de maladie ;

Ensuite à organiser un service de retraites ou pensions viagères.

§ 1. — SECOURS DE MALADIE

A la différence des sociétés d'adultes dont la plupart procurent à leurs membres participants les soins du médecin et les médicaments, sans compter une indemnité journalière de chômage, généralement la « Petite Cavé » remet à la famille du sociétaire malade, à l'exclusion de tout autre secours, une indemnité journalière de 0 fr. 50 pendant le premier mois, de 0 fr. 25 pendant les deux mois suivants. Elle évite ainsi les inconvénients de toute nature : abus, dépenses excessives, conflits de la société avec les médecins et les pharmaciens, qui résultent trop souvent de la traditionnelle organisation du service-maladie dans les sociétés de secours mutuels.

Grâce aux unions départementales, les sociétés scolaires peuvent aujourd'hui, tout comme les sociétés d'adultes, pratiquer la réassurance et prolonger au delà des délais fixés par leurs propres statuts, le paiement de l'indemnité journalière à leurs sociétaires malades. Elles peuvent

aussi soit directement, soit par l'entremise des Unions, organiser la lutte préventive contre la maladie, en participant à des œuvres comme celles des colonies de vacances.

En ce qui concerne le service-maladie, la « Petite Cavé » peut, sans désavantage, soutenir la comparaison avec les sociétés de secours mutuels les mieux organisées.

Le dernier rapport ministériel (1) (qui concerne l'année 1907) nous donne, sur le service-maladie, les indications suivantes :

Pendant l'année 1907, les écoliers malades dans les mutualités scolaires ont été de 88.766 au lieu de 81.892 en 1906. Ils ont été soignés par leurs sociétés.

Les honoraires médicaux se sont élevés seulement à 11.690 francs, au lieu de 10.277 en 1906.

De même, les frais pharmaceutiques ont atteint 9.967 francs, au lieu de 8.993 francs pour les sociétés qui assurent ce service.

Les sociétés scolaires paient aussi des indemnités pécuniaires à leurs malades.

Pour l'année 1907, le chiffre des bénéficiaires a été de 86.779 sur 88.766 malades soignés pendant l'année. Ils ont touché des indemnités pour 950.091 francs représentant le dû pour 2.030.853 journées de maladie. Les moyennes qui découlent de ces chiffres, représentent : 23,42 journées de maladie par malade, et 46 centimes par journée. L'augmentation des journées de maladie a entraîné une majoration de la dépense par malade, mais l'indemnité moyenne par journée n'a pas varié. Voici d'ailleurs la situation de 1902 à 1907 :

1. *J. off.* Annexe, 5 janvier 1910, p. 14.

DÉSIGNATION	MOYENNES					
	1902	1903	1904	1905	1906	1907
Nombre de journées de maladie payées à chaque malade.....	20.71	21.07	22.67	22.60	22.63	23.42
Montant du secours par journée.....	0 fr. 464	0 fr. 467	0 fr. 467	0 fr. 46	0 fr. 460	0 fr. 46
Montant du secours par malade.....	9 fr. 61	10 fr. 11	11 fr. 64	10 fr. 37	10 fr. 41	10 fr. 94

Il est facile de se rendre compte combien ces moyennes sont inférieures à celle des sociétés d'adultes, ainsi que cela résulte du tableau suivant (1).

*Relevé des moyennes payées depuis 1902
par les sociétés d'adultes*

DÉSIGNATION	DÉPENSE par Malade	INDEMNITÉ par journée
Années : 1902.....	28 fr. 56	1 fr. 33
— 1903.....	28 fr. 98	1 fr. 30
— 1904.....	29 fr. 30	1 fr. 24
— 1905.....	28 fr. 40	1 fr. 28
— 1906.....	28 fr. 38	1 fr. 27
— 1907.....	30 fr. 41	1 fr. 27

Quelle supériorité à l'avantage des sociétés scolaires !

§ 2. — RETRAITES OU PENSIONS VIAGÈRES

Lorsqu'en 1881, fut fondée la première petite Cavé, le service de la Retraite, dans les sociétés de secours mutuels

1. Ce tableau est également reproduit dans le Rapport de M. Viviani, pour 1907 (*J. Off.*, 5 janvier 1910, p. 12).

approuvées, était organisé conformément au décret du 26 avril 1856 (lequel avait institué le fonds commun inaliénable, et subordonné, en fait, au service des secours en cas de maladie. Comme les ressources destinées à y faire face se composaient des disponibilités subsistant en fin d'exercice et que le service de la maladie absorbait toutes les cotisations des membres participants, souvent même davantage ; à vrai dire, c'est au concours des membres honoraires qu'étaient dus les versements aux fonds de retraites, lesquels provoquaient les subventions de l'État et les intérêts capitalisés à 4,50 0/0. On s'explique que, dans ces conditions, les pensions de retraites fussent minimales (65 à 70 fr.) et ne pussent être véritablement garanties aux sociétaires.

Les sociétés scolaires ont fait, au contraire, du service des retraites, le but principal, essentiel, de leur fonctionnement. Pour la constitution des pensions de leurs membres, ces sociétés peuvent adopter l'un des deux modes suivants :

1° Le livret individuel ;

2° Le fonds commun.

Quelquefois, on emploie concurremment les deux systèmes.

Voyons en quoi ils consistent.

Dans le premier système, chaque sociétaire est pourvu d'un livret individuel sur lequel il verse les cinq centimes hebdomadaires de sa cotisation affectés à la retraite ; en outre, en fin d'année, les sommes non employées en secours et provenant des cinq centimes affectés au fond de

secours sont répartis, en totalité ou en partie, entre les livrets individuels.

Dans le second système, au contraire, les membres participants versent à un fonds commun (il date de 1856) les cinq centimes de la retraite et, le cas échéant, les bénéfices sur le fonds de secours.

En un mot, le livret individuel représente l'effort personnel, le fonds commun représente l'effort social.

Quels sont les avantages et les inconvénients de ces deux systèmes ? dans quelle mesure sont-ils l'un et l'autre appliqués ?

Il s'est produit, à ce sujet, une évolution curieuse. On a pensé d'abord que le fonds commun était de beaucoup le système le plus avantageux et le plus conforme en même temps aux principes mutualistes. On pense aujourd'hui généralement le contraire. Il faut expliquer les raisons de ce changement.

Dans une communication célèbre faite en 1899 au Congrès de Montpellier, M. Cavé disait : « Nous envisageons, à juste titre, le fonds commun comme l'une des bases de la religion mutualiste. » « A vos yeux comme aux nôtres, ajoutait-il, les sociétés de secours mutuels sans fonds commun n'offriraient-elles pas l'image d'abeilles sans ruche ? Le partage annuel des bénéfices répartis sur les livrets individuels n'aurait-il pas quelque analogie avec l'éventrement de la poule aux œufs d'or ? Quel crédit, quelle influence pourriez-vous accorder à la société financière qui, sans se soucier d'accroître ses réserves, distribuerait chaque année la totalité de ses gains entre ses actionnaires ? Une telle

société serait-elle jamais capable d'entreprendre de grandes choses? Serait-elle assez viable même, pour ne pas tomber au premier revers de fortune?

» En outre, si pour une raison quelconque, l'État venait à restreindre ou à suspendre ses sacrifices, la mutualité ne serait-elle pas arrêtée dans son essor si, par une sage et persévérante prévoyance, elle ne s'était pas, dès longtemps, fortifiée de ressources suffisantes pour assurer son avenir? Au point de vue de la sécurité matérielle et morale, voilà des garanties que le livret de retraites ne saura jamais réaliser. »

Au point de vue financier, le livret individuel ne présente pas plus d'avantages. En effet, si on jette un coup d'œil sur les tarifs des pensions autrefois fournies par la Caisse nationale des retraites sur le taux de 4 1/2 0/0 et de celles qui sont obtenues aujourd'hui au taux de 3 1/2 0/0, qui est celui du livret individuel, on constate que la pension produite par une somme inscrite même à capital aliéné sur livret individuel (taux de 3 1/2) est, jusqu'aux environs de quarante ans, notablement inférieure à celle qu'obtient la même somme placée seulement à capital réservé, au taux de 4 1/2 0/0, dont profite le fonds commun de retraites.

Pour faire disparaître tous ces inconvénients, et « convertir les apôtres du livret individuel au maintien du fonds commun », ce qui était le but à atteindre, M. Cavé proposait la création d'un livret spécial appelé « livret de pension mutualiste » qui serait remis au sociétaire, contraint de quitter sa société pour cause de force

majeure, et serait admis dans une autre société avant la liquidation de sa retraite.

A l'appui de sa thèse, M. Cavé dressait un tableau comparatif de la pension produite pour cinquante-cinq ans par un franc, versé au fond commun et sur livret individuel.

AGE du versement	AU FONDS SOCIAL A CAPITAL		AU LIVRET DE RETRAITE A CAPITAL	
	réservé	aliéné	réservé	aliéné
3 ans	1 fr. 324	1 fr. 736	0 fr. 599	0 fr. 746
10 ans	0 fr. 890	1 fr. 118	0 fr. 440	0 fr. 567
20 ans	0 fr. 525	0 fr. 663	0 fr. 276	0 fr. 381
30 ans	0 fr. 274	0 fr. 383	0 fr. 168	0 fr. 249

« Comme on le voit par les chiffres ci-dessus, triomphait M. Cavé, chiffres puisés dans le tarif de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les pensions liquidées sur le fonds commun sont très supérieures ».

Effectivement, le Congrès de Montpellier adopta, à l'unanimité, le projet de M. Cavé. Après le congrès de Paris de 1900, où il fut repris par son auteur, une commission interministérielle fut instituée, par le ministère de l'Intérieur et par le ministère de l'Instruction publique, qui fut saisie du projet.

A la suite de l'examen qu'elle fit de ce projet, la commission dressa un tableau et un graphique qui montrent de façon évidente, la supériorité présentée par le versement au fonds commun et le placement à la Caisse des

dépôts et consignations des 5 centimes de retraite et des 2 centimes 1/2, reliquat du secours mutuel (1).

La Caisse des dépôts fournit, en effet, dit M. Éd. Petit, un intérêt fixé définitivement par la loi, de 4 fr. 50 0/0 sur les 7 centimes 1/2, soit 1 0/0 de plus sur les 5 centimes de l'épargne, que ne fait la Caisse des retraites, dont l'intérêt est variable, car il est fixé chaque année par décret. Il va de soi que les 4 1/2 0/0 sont sans préjudice du quart-subvention, et du franc par tête de sociétaires alloués par l'État, lesquels eux-mêmes rapportent 4 1/2 0/0.

D'autre part, la Commission interministérielle rédigea des statuts-modèles (2), dont la principale innovation (M. Édouard Petit dit « amélioration ») porte sur le fonds commun, « non que la Commission conseille de renoncer au livret individuel de retraite, ajoute le rapporteur (3), mais elle lui assigne le rôle qui lui convient ; elle en fait exclusivement ce qu'il doit être, ce qu'il est par nature l'instrument de la prévoyance personnelle ; elle le conserve à titre d'indication, d'amorce. Mais il ne faut pas l'oublier, dit toujours M. Édouard Petit, le livret individuel est, en général, à capital réservé, c'est-à-dire remboursable au décès du titulaire, avantage qu'on a fait

1. Il résulte notamment des totaux figurant au graphique dressé par M. Cavé, que si un enfant verse 4 francs à capital aliéné au livret individuel, de trois à dix-sept ans, soit pendant les quinze ans exigés par la loi, il s'assure pour la liquidation de sa retraite 137 fr. 50 de rente, — et au fonds commun inaliénable réservé au profit de la société, 241 fr. 28. Il y a un peu plus de 100 francs d'écart (Rapport de M. Ed. Petit sur l'Éducation populaire (1901-1902)).

2. Voir ces statuts modèles dans Berteloot, *op. cit.*, p. 90 à 104.

3. Édouard Petit (Rapport 1901-1902).

valoir au début. Pour donner même privilège à la moitié de la cotisation versée, soit 0 fr. 05 qu'on transporterait dorénavant au fonds commun, il y aura lieu d'établir une contre-assurance qui peut être faite par la société elle-même avec bénéfice au même taux de 4 fr. 50 0/0. Le calcul établit que la prime serait en moyenne de 0 fr. 25 par franc à rembourser, soit 0 fr. 60 pour 2 fr. 30 environ que représente en moyenne la partie des versements hebdomadaires. La prime pourrait, au gré des sociétés, être ajoutée à la cotisation ou bien prélevée sur cette même cotisation. Dans les deux cas, elle serait placée à un compte de réserve particulier (Fonds libres à la Caisse des dépôts et consignations).

» Désormais, conclut M. Éd. Petit, mises au courant des avantages qui sont concédés au fonds commun, légalement investies du droit de promettre à leurs sociétaires des retraites garanties par des réserves correspondantes à la seule condition d'en fournir état au ministère de l'Intérieur aux termes de l'article 23 de la loi du 1^{er} avril 1898, les mutualités scolaires peuvent être en mesure de délivrer, et au besoin chaque année, des titres ou livrets de pension fondés sur le taux de 4 fr. 50 0/0. Ces livrets de pension mutualiste présenteraient même sécurité que les livrets de la Caisse nationale des Retraites tout en réservant à leurs titulaires une rente plus élevée.

» De plus, ils permettraient de passer, en cas d'urgence, avec un compte nettement établi, dans une mutualité soit scolaire, soit d'adolescents, d'entrer dans une mutualité d'adultes sans éprouver le moindre préjudice et sans soulever la moindre difficulté.

» Le pont est jeté entre la mutuelle scolaire et la mutuelle d'adultes par les nouveaux statuts. »

Tel est, dégagé par M. Éd. Petit, l'esprit général des statuts modèles proposés par la Commission interministérielle.

Au point de vue pratique, les grandes lignes de la réforme proposée ont été indiquées par M. Lépine de la façon suivante (1) : « Abandon du livret individuel au profit du fonds commun ; institution du livret de pension mutualiste qui offrirait même sécurité que le livret individuel, et sur lequel seront inscrites les pensions éventuelles acquises chaque année par le sociétaire ; pour le calcul de ces pensions, assimilation du fonds commun à la Caisse des retraites, ancien tarif 4 1/2 0/0 ; création d'une contre-assurance pour rembourser moyennant un supplément de prime, la moitié de la cotisation versée jusqu'à vingt et un ans aux ayants droit du sociétaire s'il vient à décéder avant l'entrée en jouissance de la pension, à un point de vue plus général et, comme conséquence, abandon du principe de la spécialisation des cotisations en vue de la maladie et de la retraite ; le fonds commun devant désormais recevoir un prélèvement opéré sur les économies réalisées, variable par suite, et subordonné au montant de la dépense annuelle entraînée par la maladie ; tandis que le prélèvement fixe opéré jusqu'alors sur la cotisation unique en vue du versement au livret individuel était indépendant de cette même dépense, enfin rétablissement du service médical et pharmaceutique à l'instar des mutuelles d'adultes, dans les sections d'adultes des sociétés scolaires. »

1. Lépine, *La Mutualité, ses Principes, ses Bases véritables*, p. 66.

M. Lépine apprécie sévèrement les statuts modèles. Ce sont à ses yeux « autant d'erreurs techniques, fécondes en déceptions, dont l'adoption constituerait non un progrès, mais un recul de la mutualité scolaire et compromettrait, dans l'avenir, l'essor et le développement de la mutualité française tout entière » (1).

Et M. Lépine montre que le fonds commun n'est ni le mode le plus sûr, ni le mode le plus productif de la constitution des retraites (2).

En effet, avec le fonds commun, le sociétaire n'a de droits acquis à la pension qu'après quinze années au moins de sociétariat. Même à supposer qu'il remplisse cette condition, il n'est pas sûr qu'il jouisse d'une entière sécurité en ce qui concerne la quotité de sa pension éventuelle, car cette quotité dépend du taux de l'intérêt et des chances de survie qui sont deux facteurs essentiellement indéterminés. Le taux de l'intérêt de 4 fr. 50 0/0 n'est pas acquis définitivement aux sociétés de secours mutuels — la nature des choses empêche d'ailleurs qu'il le soit — et il est même tout à fait probable qu'il ne leur sera pas maintenu. D'autre part, il n'existe pas encore de tables de mortalité pour les sociétés de secours mutuels et il est difficile d'en établir, en raison de l'effectif trop réduit de la plupart des sociétés.

C'est un fait sans doute que le fonds commun porte actuellement intérêt à un taux supérieur de 1 0/0 à celui que sert la Caisse nationale des Retraites.

1. Lépine, *op. cit.*, p. 66.

2. V. cette démonstration très curieuse que nous reproduisons presque textuellement. Lépine, *op. cit.*, p. 69-113.

Il est cependant inexact de dire avec M. Waldeck-Rousseau (1) que « les titulaires des livrets individuels subissent actuellement une perte de 1 0/0 sur le mode du fonds commun de retraites ».

Cette assertion — comme le graphique de la commission interministérielle, repose sur une assimilation inexacte, établie à tort entre le mécanisme du fonds commun inaliénable, et celui de la Caisse nationale des Retraites. Ce sont, en effet, dit M. Lépine, deux organismes de nature tout à fait différente. « Le fonds commun est inaliénable. Les pensions de retraite qu'il alimente sont constituées à capital réservé au profit de la société. Et ce n'est pas seulement le capital réellement versé à ce fonds par le sociétaire qui est définitivement aliéné par lui au profit de la société, c'est encore tout le produit de la capitalisation des intérêts de ce versement depuis l'époque où il est effectué, jusqu'à celle de l'entrée en jouissance de la pension. En représentation de son apport personnel total, y compris sa quote-part des bénéfices annuels de la société, le membre participant ne reçoit en fait de pension que la rente perpétuelle, le revenu de cet apport capitalisé jusqu'à la liquidation. La plus-value qui s'y ajoute, et qui provient des chances de survie n'est, elle aussi, qu'un revenu.

« Il n'en est pas de même de la Caisse nationale des Retraites qui, dans le montant de la rente viagère qu'elle sert à ses déposants, restitue à ceux-ci le produit capitalisé de leurs apports. Les arrérages sont des annuités termi-

1. Waldeck-Rousseau, Rapport sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1899.

nales, dont le terme se trouve déterminé par la statistique des décès et comprenant :

» 1^o Les intérêts de la portion non amortie du capital constitutif de la rente ;

» 2^o Une fraction de ce capital.

» Le montant annuel des arrérages restant fixe, la première partie composante décroît, et la seconde croît d'année en année jusqu'à l'amortissement total du produit capitalisé des versements, si ceux-ci ont été opérés à capital aliéné, jusqu'à l'amortissement de la plus-value seulement donnée à ces versements par les intérêts composés s'ils ont été stipulés à capital réservé, c'est-à-dire remboursables aux ayants droit du déposant à son décès.

» Le calcul de ces annuités ne repose pas seulement sur un taux d'intérêt déterminé, mais encore sur la connaissance du terme réel de la vie des déposants, lequel doit coïncider avec le terme de l'amortissement. Or ce terme ne peut être connu à l'avance pour chaque individu considéré isolément. Mais l'application de la loi des grands nombres permet de le déterminer d'année en année pour un groupe suffisamment nombreux d'individus de même âge, et de calculer par suite l'annuité fixe qui pourra être servie d'année en année, aux survivants de ce groupe, de manière que l'amortissement total des capitaux constitutifs des rentes coïncide avec l'extinction du groupe. Le service de véritables rentes viagères n'est donc possible que pour l'association dans une vaste mutualité, comme celle que forme la Caisse nationale des Retraites.

» Ce qui a induit en erreur la Commission interministérielle, poursuit M. Lépine, c'est sans doute que la Caisse

nationale des Retraites ne sert que le revenu de 3 fr. 50 0/0 pour des capitaux prélevés sur le fonds commun que lui apportent les sociétés qui effectuent par son intermédiaire le service des pensions de retraite. Elle ne peut faire autrement, puisque ces pensions sont constituées à capital réservé au profit de la société et qu'elles sont à jouissance immédiate.

Dans ce cas, identique d'ailleurs à celui du versement opéré dans les mêmes conditions, par un déposant isolé, le capital constitutif de la rente n'est susceptible ni d'accroissement par la capitalisation, ni de remboursement au rentier lui-même sous forme d'annuités.

Mais il en est tout autrement lorsque le versement étant fait à capital réservé, la rente est à jouissance différée. La rente comprend alors le remboursement de la plus-value acquise par le versement au cours de la liquidation, grâce à la capitalisation de ses intérêts. Cette plus-value peut devenir très importante : elle s'élève à 4 fr. 98 pour 1 franc placé à 3 fr. 50 0/0 pendant cinquante-deux ans.

« Le système du fonds commun inaliénable, que les pensions soient servies par l'intermédiaire de la Caisse des retraites ou directement sur les intérêts de ce fonds, est incompatible avec tout remboursement du capital au pensionnaire lui-même, non moins qu'avec toute restitution des versements à ses ayants droit lors de son décès. Aussi, en dépit de l'identité du taux de l'intérêt de 4 fr. 50 0/0, l'ancien tarif 1883 (capital réservé) de la Caisse des retraites n'est-il nullement applicable au calcul des pensions qui peuvent être servies sur les intérêts du fonds commun inaliénable.

» L'erreur commise à cet égard par la Commission interministérielle dans son graphique et dans l'article 36 des nouveaux statuts modèles — avant elle par M. Cavé dans son livret de pension mutualiste — a pour effet de majorer dans une forte proportion la quotité des pensions éventuelles acquises sur le fonds commun.

Sur ces données M. Lépine a fait des calculs qui lui ont permis de dresser un tableau (1) établissant que la pension totale obtenue à cinquante-cinq ans par le versement annuel de 1 franc, à capital aliéné au livret individuel de la Caisse des retraites, serait de 16 fr. 60 (tarif 3 fr. 50 0/0) tandis que le même versement, affecté au fonds commun et productif d'intérêts à 4 fr. 50 0/0 ne donnerait qu'une rente de 12 fr. 99, soit, par rapport à celle-ci, une majoration de 27,9 0/0 en faveur de celle-là.

Et M. Lépine conclut : « Sous le rapport de la sécurité et de la productivité, le fonds commun ne supporte pas de comparaison avec le livret individuel de la Caisse nationale des retraites. Il convient donc de ne pas engager les mutualités scolaires, à se modeler sur les sociétés d'adultes ; en même temps qu'au fonds commun, il faut renoncer à l'ingénieux livret de pension mutualiste..., et le pont reste à établir entre les « Petites Cavé » et les sociétés d'adultes.

Cette démonstration n'est pas seulement d'une logique parfaite, elle est de plus absolument conforme aux faits. Les événements ont, en effet, donné raison à M. Lépine. L'expérience a montré qu'au point de vue de la sécurité

1. Voir ce tableau dans Lépine, *op. cit.*, p. 98.

et de la productivité, le livret individuel est incomparablement supérieur au fonds commun pour constituer les retraites de vieillesse. C'est le système qui tend de plus en plus à être exclusivement adopté.

Si on consulte en effet le rapport de M. Viviani, pour 1907, on constate ceci :

En 1907, 835 sociétés seulement ont servi des pensions sur les intérêts du fonds commun. Le nombre des pensions servies s'est élevé à 21.614. Le total des sommes prélevées sur les intérêts du fonds commun pour assurer le service des pensions, suppléments et allocations, a atteint 4.627.975 francs. Il résulte de ces chiffres que la pension moyenne a été de 75 fr. 33 au lieu de 76 fr. 08 en 1906. Cette même moyenne était de 88 fr. 17 en 1901, elle est allée tous les ans en décroissant (1).

Au contraire, à la même date, c'est-à-dire au 31 décembre 1907, 1971 sociétés scolaires ont effectué, sur le produit des cotisations de leurs membres, des versements s'élevant au total de 2.488.916 francs, soit un versement moyen de 2 fr. 76 par membre participant. L'ensemble des versements a porté sur 501.433 livrets. La moyenne des versements sur livrets est de 4 fr. 43 au lieu de 3 fr. 56 en 1906.

Mais ce n'est pas tout ; jusqu'en 1904, l'État n'accordait de subventions qu'aux sociétés qui constituaient les retraites au moyen du fonds commun. Cette injustice a été réparée, grâce à M. le sénateur Fessard qui, dans la

1. Voir sur ce point, les tableaux reproduits dans le rapport de M. Viviani précité, p. 15.

séance du 11 avril 1904, posa une question à M. le ministre compétent, à la suite de laquelle il obtint le vote d'un crédit supplémentaire pour subventionner les sociétés qui ont adopté pour le plus grand profit de leurs membres, le livret individuel. Les subventions allouées de ce fait par l'État en 1907 se sont élevées à 852.891 francs. La démonstration magistrale de M. Lépine en a reçu, par suite, un complément de consécration.

Aussi chiffres en mains, il est bien certain que le livret individuel l'emporte de beaucoup à tous points de vue sur le fonds commun. M. Cavé, d'ailleurs, avec une franchise qui l'honore, a reconnu qu'il avait commis une erreur en préconisant pour la constitution des retraites le mode du fonds commun, de préférence à celui du livret individuel de la Caisse nationale des Retraites.

Un arrêt du Conseil d'État du 13 janvier 1905 interprétant le paragraphe 9 de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898, ayant justifié l'administration qui refusait le transfert aux fonds libres, des intérêts non employés du fonds inaliénable, il devenait impossible d'établir un compte même fictif, des droits à la retraite avec le mode du fonds commun ; il faudrait procéder par tâtonnements, au risque d'erreurs et d'injustices irréparables, que la diminution du taux de l'intérêt aggraverait de façon plus déplorable.

D'autre part, M. Cavé déclare inexact et inapplicable, le livret de pension mutualiste qu'il avait imaginé pour fixer la part individuelle présumée de chaque sociétaire dans le fonds commun, et il reconnaît que le « pont » s'est effondré avec ses illusions (1).

1. Berteloot, *op. cit.*, p. III.

Le *pont mutualiste* restait donc à construire, pour assurer le passage des sociétaires des « Petites Cavé » dans les sociétés d'adultes. Comment allait-on procéder à cette reconstruction ?

C'est ce que nous allons maintenant examiner.

SECTION III

LE PONT MUTUALISTE

Et d'abord que faut-il entendre par cette expression ? Le « pont mutualiste », c'est tout simplement le procédé pratique qui permet de faire passer les mutualistes scolaires dans les sociétés d'adultes, de façon à assurer, dans les meilleures conditions possibles, l'avenir mutualiste des premiers et le recrutement normal des secondes (1).

Le terme a fait fortune depuis le jour où M. Waldeck-Rousseau a écrit dans son rapport pour 1899 : « Il y a là une lacune, et il faut un pont pour la franchir. »

Comment, en fait, se pose la question ?

Dans la pensée de ses créateurs, la mutualité scolaire est l'école de la mutualité et la pépinière des sociétés d'adultes. Elle sait bien qu'avec ses faibles ressources malgré l'énorme avantage que lui assure la jeunesse de ses adhérents, les pensions constituées par elle seront minimales, et les secours accordés modestes ; son rôle

1. Sur ce point : Rapport de M. Rochelle au Congrès de Nice, avril 1907, reproduit *in extenso* dans le journal *L'Avenir de la Mutualité* du 12 janvier 1907.

est avant tout éducatif. Elle ne tient pas à garder dans ses rangs l'adolescent émancipé de la tutelle scolaire qui, d'ailleurs, dans les grandes villes échappe, très vite, à son influence morale.

Mais elle tient à ce que l'effort accompli, pour faire de cet adolescent un mutualiste, c'est-à-dire un citoyen conscient de ses devoirs et de ses droits, ne soit pas perdu. Voilà pourquoi elle désire l'enrôler le plus tôt possible dans une société d'adultes, qui lui assurera jusqu'à sa mort tous les avantages que comporte l'association mutuelle.

D'autre part, que demandent les sociétés d'adultes.

Leur plus vif désir est d'agrandir chaque jour leur champ d'action, de devenir toujours plus prospères, de voir augmenter le nombre de leur adhérents, et particulièrement de leurs adhérents jeunes. Il est évident en effet que, lorsque le risque à courir se répartit sur un plus grand nombre d'individus, les chances de pouvoir faire face à tous ses engagements, avec une cotisation minime, augmentent pour la société. En outre, plus les nouveaux adhérents seront jeunes et bien portants, moins la société aura de secours à distribuer et plus ses ressources augmenteront. Enfin l'augmentation du nombre de ses membres a pour conséquence naturelle une progression parallèle du chiffre des subventions auxquelles elle aura droit.

Comment dès lors concilier ces deux désirs qui n'ont rien de contradictoire.

A première vue, cela paraît extrêmement simple.

Voici, d'un côté, une société scolaire qui désire assurer

l'avenir de ses adhérents, et de l'autre, une société d'adultes qui ne demande qu'à les accueillir, faites-les passer de l'une dans l'autre, c'est élémentaire.

En réalité ce n'est pas aussi simple que cela, car on se trouve en présence d'une série d'obstacles qu'il faut d'abord faire disparaître.

Presque toujours, la société scolaire se propose deux buts principaux : le secours en cas de maladie et la retraite. Elle constitue cette retraite, nous l'avons vu, soit par le fonds commun, soit par le livret individuel de la Caisse des retraites, soit par les deux systèmes à la fois. La société d'adultes, au contraire, se contente le plus souvent du secours de maladie et de quelques autres buts, tels que les frais funéraires et les secours aux veuves et aux orphelins. Lorsqu'elle prévoit l'attribution d'une pension de retraite, c'est le plus souvent une pension éventuelle, n'ayant aucun des caractères de la retraite-garantie, que prépare la mutualité scolaire ; presque toujours cette retraite est constituée sur le fonds commun seul.

Dès lors on peut se demander si l'organisation des sociétés scolaires n'est pas incompatible avec celle des sociétés d'adultes.

Disons tout de suite que cette prétendue incompatibilité est plus apparente que réelle et examinons les différents cas qui peuvent se présenter (1).

1° La société scolaire et la société d'adultes emploient le livret individuel de la Caisse nationale des Retraites.

1. Voir le rapport précité de M. Rochelle, qui examine tous les cas.

Au moment où le jeune homme quitte la « Petite Cavé » pour entrer dans la société d'adultes, il emporte avec lui son livret individuel de la Caisse nationale des Retraites et la nouvelle société continue à y opérer les versements statutaires. Il n'y a ni interruption, ni complication dans la constitution de la retraite.

La seule difficulté de ce système résidait jusqu'à ces derniers temps dans l'emploi des subventions de l'État. Jusqu'en 1906 en effet, l'administration s'opposait au versement, cependant légal, des subventions à capital aliéné, et même, d'une façon générale, au versement de ces subventions sur le livret individuel.

Mais la question ayant été posée au Sénat par M. Fessard (1), le directeur de la Caisse des dépôts et consignations, M. Delatour, a reconnu le droit absolu des sociétés ayant inscrit cette clause dans leurs statuts à verser les subventions, au livret individuel à capital aliéné (2).

2° La société scolaire et la société d'adultes sont toutes deux à fonds commun.

On a proposé dans ce cas de transférer au fonds commun de la société d'adultes, la part de fonds commun acquise dans la société scolaire par le sociétaire. Mais le calcul de cette part serait très difficile. Aussi, il paraît plus pratique d'établir une fiche, indiquant autant que possible les droits éventuels du mutualiste sur le

1. *J. off.*, Séance du 11 avril 1906.

2. Art. 23 de la loi de 1898.

fonds commun de la société. C'est le système proposé, notamment par M. Clémencel, inspecteur primaire à Saint-Dié.

La société d'adultes, munie de cette fiche, se chargerait, le moment venu, de faire valoir les droits du sociétaire, et cette part de retraite, évidemment très minime, viendrait s'ajouter à la pension fournie par la société. Si le sociétaire changeait plusieurs fois de sociétés, tous ces éléments de pension acquis successivement seraient centralisés par la dernière société. Cette centralisation pourrait se faire par le concours de la Fédération nationale et de l'Union des Scolaires.

D'ailleurs, beaucoup de ces inconvénients disparaîtront le jour où le Parlement adoptera les modifications apportées à la loi de 1898, par le Conseil Supérieur de la Mutualité: constitution du fonds commun aliénable, et vœu Cavé-Léon-Marie permettant de liquider les pensions inscrites sur le livret de la Caisse des retraites au taux de 4 1/2 0/0.

3° La société scolaire emploie le livret individuel et la société d'adultes le fonds commun.

Ce cas ne présente aucune difficulté. Le mutualiste scolaire s'est constitué par le livret individuel des droits certains à une retraite; il les conserve, et quand il entre dans la société d'adultes, comme un débutant, il a sur ses nouveaux collègues l'avantage de pouvoir, par un effort personnel, augmenter d'une façon très appréciable, le chiffre de la pension que la société d'adultes lui assure sur le fonds commun après quinze ans de sociétariat.

4° La société scolaire emploie le fonds commun et la société d'adultes se sert du livret individuel.

Le cas se présentera rarement dans la pratique. S'il se présente la société scolaire remettra à l'émigrant une fiche et la société d'adultes effectuera ses versements sur le livret individuel de la Caisse nationale des Retraites que l'enfant possède toujours dans la société scolaire. A l'époque fixée par les statuts dans la société scolaire, le mutualiste n'aura qu'à faire certifier par le bureau de la société d'adultes qu'il a bien accompli ses quinze années de sociétariat pour avoir droit à la petite pension qui lui est due sur le fonds commun.

Voilà pour la retraite.

Mais une seconde difficulté provient de ce que les statuts des sociétés d'adultes comportent en général des exigences relatives à l'âge d'admission, au stage, au droit d'entrée et au taux de la cotisation.

L'âge d'admission dans une société d'adultes, varie généralement de quinze à vingt-quatre ans ; d'autre part, presque toutes les sociétés d'adultes imposent à leurs nouveaux adhérents, un stage qui est, en général de trois ou six mois. Il faudrait que l'âge d'admission fût uniformément abaissé à treize ans et que le stage pour les enfants provenant de la mutualité scolaire fût supprimé. Il faudrait aussi supprimer le droit d'entrée qui n'a aucune raison d'être pour eux. Enfin, il faudrait se contenter de leur demander au lieu de 2 francs, ou 1 fr. 50 de cotisation, seulement 1 franc par mois, et pour compenser cet abaissement des recettes, ne leur accorder qu'une partie des avantages faits par la société : soit les soins médicaux et pharmaceu-

tiques, sans indemnité journalière, ou avec une faible indemnité journalière, soit l'indemnité seule comme cela se pratique dans la société scolaire (1 fr. par jour pendant le premier mois et 0 fr. 50 pendant les deux mois suivants).

Pour rendre ces solutions pratiquement applicables, il suffit de créer une section de pupilles, admettant les mutualistes scolaires à treize ans, sans stage ni droit d'entrée, avec une cotisation plus faible que celle des adultes et avec des avantages proportionnels.

Pour cela il suffit d'introduire dans les statuts de la société d'adultes un article additionnel conçu, par exemple, de la façon suivante (1) :

Arr. 10 *bis*. — Il est créé dans la société une section de pupilles, admettant sans stage et sans droit d'entrée, dès l'âge de treize ans, les mutualistes scolaires.

Les enfants des membres participants non mutualistes scolaires accompliront un stage de trois mois, et paieront un droit d'entrée minime (2 fr. par exemple).

Les pupilles peuvent faire partie de cette section jusqu'à l'âge de dix-huit ans ou se faire inscrire dès l'âge de quinze ans comme sociétaires adultes.

La cotisation des pupilles est fixée à 1 franc par mois. Le recouvrement est soumis aux mêmes règlements que pour les adultes.

La société s'engage envers les pupilles à leur fournir en cas de maladie :

- 1° Les soins du médecin de la société et les médicaments;
- 2° Une allocation journalière de 0 fr. 75 pendant le premier

1. Rapport précité de M. Rochelle.

mois, et 0 fr. 50 pendant les deux mois suivants ; ensemble quatre-vingt-dix jours.

Les pupilles ne participeront pas aux autres avantages de la société. Ils sont soumis à une nouvelle visite du médecin au moment de leur entrée définitive dans la société.

Cette rédaction, empruntée en partie aux statuts de la Société d'Ivry, est très claire et très simple. Il est facile d'en modifier certains points, par exemple le taux de l'indemnité journalière.

La création d'une section de pupilles de ce genre a permis à la Société d'Ivry de faire en deux ans, 145 adhésions nouvelles.

En résumé, il est relativement facile d'assurer à la fois l'avenir de la mutualité scolaire et le recrutement normal des sociétés d'adultes, si l'on veut bien tenir compte des principes suivants :

1° En aucun cas, la mutualité scolaire ne doit faire concurrence aux mutuelles d'adultes normalement constituées, c'est-à-dire ne présentant pas d'exigences qui en rendent l'accès impossible aux élèves de l'enseignement laïque ;

2° La mutualité scolaire doit s'entendre avec les sociétés d'adultes et, en particulier, s'affilier aux unions départementales, constituer des comités locaux de propagande mutualiste, ayant pour mission d'aiguiller vers les sociétés d'adultes, les élèves de nos écoles au moment où ils quittent l'école (treize ans) ;

3° De leur côté les mutuelles d'adultes doivent faciliter l'adhésion des jeunes recrues en créant des sections de pupilles, qui admettent les mutualistes scolaires à treize

ans, sans stage, ni droit d'entrée, avec une cotisation de transition (1 fr. par mois) et des avantages proportionnels ;

4° Enfin, là où il n'existe pas de sociétés d'adultes, création par les sociétés scolaires de sections d'adolescents qui se transformeront peu à peu en sociétés d'adultes familiales.

Ces solutions ont été adoptées à l'unanimité par le IX^e Congrès national de la Mutualité française qui s'est tenu à Nice, en avril 1907.

Elles ont d'ailleurs reçu déjà un commencement d'application pratique dans certaines régions de France. En effet, dans le rapport de M. Édouard Petit, pour 1905, on lit ceci (1) :

« Un des traits caractéristiques de la campagne mutualiste de 1904-1905, en province, est l'entente qui s'est faite de plus en plus entre sociétés d'enfants et sociétés d'adultes. Celles-ci se sont rendu compte qu'il ne s'agit pas d'attendre la clientèle que doit fournir l'école, mais qu'il faut aller la chercher. Les « sections de pupilles » se sont multipliées qui ont abaissé le taux de la cotisation, l'âge d'entrée, supprimé le droit de stage pour les recrues venant des « Petites Cavé ». Elles assurent ainsi le « lendemain de la mutualité scolaire », et, par une précise entente de leurs intérêts, elles affermissent surtout le « lendemain de la mutualité d'adultes ». Elles ont compris le rôle que l'on doit jouer vis-à-vis des écolières et des écoliers qui, « de la classe, entrent dans la vie ». Comme le dit M. Goulley, préfet de l'Aisne, dans un rapport sur la question des

1. *J. off.*, 5 juin 1905.

retraites, adressé au conseil général de son département :
« Il est nécessaire de reprendre par la main ces enfants, et de remplacer auprès d'eux le guide qu'ils perdent en quittant l'école. » Les mutualistes adultes doivent succéder aux instituteurs à la sortie de l'école, comme éducateurs sociaux de l'adolescence ouvrière et rurale...

M. Édouard Petit, dans le même rapport, donne ensuite un résumé de l'enquête faite sur ce qui a déjà été tenté pour régler la question du pont mutualiste.

Voici les cas les plus intéressants :

Dans le Doubs, la Société de Besançon a contribué à la création d'une société féminine et maternelle de secours mutuels s'étendant à la circonscription de la mutualité scolaire.

Dans la Gironde, l'accord pour le passage des mutualistes scolaires dans les mutualités d'adultes, est en train de se faire, par l'intermédiaire du Syndicat girondin des Institutions de Prévoyance.

A La Réole, les mutualistes scolaires sont admis dans les sociétés d'adultes à dix-huit ans et sans avoir à payer de droit d'entrée.

Dans l'Hérault, deux mutualités scolaires, Nissan et Vras, se sont mises d'accord avec les mutuelles d'adultes : les élèves de la mutualité scolaire verseront, pour conserver un droit sur les fonds de leur mutualité scolaire, et seront secourus, moyennant une cotisation annuelle, par la mutualité d'adultes.

Dans la Loire-Inférieure, à Nantes, on s'occupe d'ajouter aux sociétés d'adultes une section de pupilles, dans

laquelle les membres des mutualités scolaires seraient admis à leur sortie de l'école.

Dans le Loiret, la Mutualité scolaire d'Orléans a demandé que les mutualités d'adultes admettent les sociétaires en prenant l'engagement de ne leur réclamer aucun droit d'entrée, et de verser en leur nom, à la société scolaire, sans augmenter leur cotisation, une annuité de 4 francs pour parfaire les quinze années de minimum donnant droit à la retraite sur fonds commun.

Dans le Lot-et-Garonne, dans la circonscription de Villeneuve-sur-Lot, les mutualités d'adultes ont créé des sections de pupilles qui reçoivent les mutualistes scolaires à leur sortie de l'école, sans droit d'entrée, moyennant une cotisation de 6 francs par an ; à l'âge de seize ans, les pupilles deviennent membres adultes.

Dans la Mayenne, à Port-Brillet, les mutualistes passent à seize ans de la mutualité scolaire à la mutualité d'adultes, sans avoir à payer de droits d'entrée et sans stage. En outre, on a créé à Laval une mutualité d'adultes-femmes, pour offrir un débouché aux jeunes filles qui appartiennent aux mutualités scolaires.

Dans le Nord, à Douai, la Société générale de secours mutuels a créé une section de pupilles qui reçoit les enfants au sortir des écoles ; à Roubaix, le conseil d'administration de la section des pupilles, transmet chaque année aux mutualités d'adultes la liste des membres sortants atteints par l'âge : vingt ans.

Ainsi, on peut le dire, entre la mutualité scolaire et la mutualité d'adultes, un pont, ou plutôt des ponts sont

jetés : mutualités de pupilles chez les adultes, mutualités d'adolescents chez les scolaires. En tenant compte partout des conditions locales, l'unité mutualiste se trouvera réalisée sans dommage pour personne.

CHAPITRE III

SES RÉSULTATS. — SITUATION ACTUELLE

L'Union nationale des Mutualités scolaires va célébrer, cette année, le trentième anniversaire de la fondation de l'œuvre créée par M. J.-C. Cavé. Il semble intéressant de rechercher à cette occasion où en est l'ingénieuse et pratique organisation qui est née en 1880-1881 sur les « hauteurs de Belleville » (1).

Tout le monde sait que la première société scolaire fut fondée à Paris dans le XIX^e arrondissement. Elle eut un développement extraordinairement rapide, quelques jours en effet après sa constitution, elle comptait 2.200 adhésions, soit 25 à 30 0/0 de l'effectif scolaire.

Malheureusement, comme il arrive souvent, en pareille occurrence, l'enthousiasme de la première heure tomba et la jeune société connut vite les heures difficiles : après cinq années de fonctionnement, elle ne comptait plus que 1.500 membres.

Fort heureusement, le courage de M. Cavé était au-dessus de ses défaillances, et il ne se laissa pas décourager

1. V. le *Matin*, 26 juin 1910.

par ces désertions. « Pendant ces cinq années, a-t-il rappelé en 1905, la prospérité financière de la société s'affirmait de plus en plus et sa fortune grandissante venait en aide à la propagande active de nos chers collaborateurs. »

En effet, les frais étaient réduits au minimum : les indemnités de maladies, les dépenses d'administration et les frais généraux atteignaient, en moyenne et par an, 1 fr. 30 par enfant ; on économisait donc annuellement et par sociétaire, sur la caisse de secours, une somme de 1 fr. 30 qu'on pouvait verser à la Caisse des dépôts et consignations, au compte « Fonds de Retraite ». On sait que, du fait de ce versement, la société reçoit de l'État une subvention de 1 franc, par tête de sociétaire, plus le quart de la somme versée ($\frac{1}{4}$ de 1 fr. 30), soit environ 0 fr. 31 ; ensemble une somme de 1 fr. 30. Elle a économisé 1 fr. 30 et elle reçoit de l'État 1 fr. 30 ; c'est donc 2 fr. 60 qui vont au fonds des retraites et cette somme de 2 fr. 60 bénéficie du taux d'intérêt exceptionnel de 4 fr. 50 0/0.

Remarquons au surplus que les économies réalisées sont encore grossies par les dons et legs et les cotisations des membres honoraires. Si bien que, en définitive, le sociétaire touche toutes les indemnités qui lui sont dues, de sorte que sa cotisation, et même un peu plus, sert à lui constituer une double pension de retraite. N'est-ce pas un résultat qui dépasse toutes les espérances (1).

1. Gilbaut, *op. cit.*, p. 27.

Le 25 novembre 1884 fut publié le compte rendu des opérations de la Mutualité scolaire du XIX^e arrondissement depuis sa fondation jusqu'au 30 juin 1884 (1). A cette date, la société comptait 2.280 membres dont 208 honoraires et son capital était de 30.723 fr. 32. Un an plus tard l'avoir général de la première société était de 44.251 fr. 81 ; au 30 juin 1886, il était de 54.185 fr. 29 ; au 30 juin 1887 de 60.674 fr. 79, et de 70.739 fr. 03 au 30 juin 1888. Déduction faite des dépenses statutaires, le capital social avait plus que doublé : depuis sa fondation la société avait reçu de ses membres 55.686 fr. 85, elle avait dépensé en secours 30.666 fr. 60, et elle avait en caisse 57.548 fr. 63.

Ces résultats surprenants et inespérés furent décisifs pour l'œuvre de M. Cavé. Désormais, la société scolaire du XIX^e arrondissement était sûre du lendemain : son effectif s'éleva d'année en année jusqu'au chiffre de 5.000 membres qui s'est maintenu.

Mais l'activité généreuse de M. J.-C. Cavé n'était cependant pas satisfaite. La victoire assurée dans son arrondissement, il voulut, en 1889, doter les autres de cette organisation qui avait maintenant fait ses preuves. A cet effet, il réunit à dîner chez lui les maires des 20 arrondissements de Paris et quelques hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et de la préfecture de la Seine (2). Devant eux la question de la Mutualité scolaire fut nettement posée

1. Cité par Berteloot, *op. cit.*, p. 30.

2. Voir sur cette réunion, *Bulletin des Sociétés de Secours mutuels*, janvier 1887.

et M. Cavé plaida éloquemment sa cause, faisant ressortir ses inappréciables avantages. Hélas ! en vain. Si les fonctionnaires étaient acquis d'avance à la combinaison proposée par M. Cavé, les maires, au contraire, ne se laissèrent pas convaincre. Ils exprimèrent la crainte que les cotisations demandées aux enfants ne fussent un empêchement aux dépôts qu'ils effectuaient aux caisses d'épargne scolaires. M. Cavé eut beau leur démontrer que les deux institutions correspondaient à des buts absolument différents, les maires restèrent sceptiques et s'en tinrent à de vagues promesses.

Deux arrondissements cependant furent gagnés à la bonne cause : en effet, une « société de secours mutuels et de retraites fut fondée dans le VIII^e arrondissement par les soins de M. Lévylier, trésorier de la Ligue de l'Enseignement et collègue de M. Cavé au tribunal de commerce. Le président en fut M. Beurdeley, maire du VIII^e arrondissement.

La société approuvée par décision ministérielle du 21 novembre 1889, a été définitivement constituée dans l'assemblée générale du 29 janvier 1890.

Une autre société de ce genre fut créée dans le XVI^e arrondissement par M. Léon Vagnez, l'ami de Jean Macé.

Mais ces résultats isolés ne suffisaient pas à M. Cavé. Se voyant mal compris à Paris, il tourna ses efforts vers la banlieue. M. Jules Lefebvre créa la première société suburbaine à Courbevoie ; puis les communes d'Aubervilliers et de Saint-Denis entrèrent dans le mouvement ; d'autres ne devaient pas tarder à les suivre.

La presse mutualiste et les journaux pédagogiques

avaient signalé, au jour le jour, les résultats magnifiques de l'œuvre entreprise. La province, ainsi instruite, commença à s'intéresser à la mutualité scolaire. Mais il fallait en faire saisir le mécanisme dans toutes les communes de France. Ce fut l'objet d'une admirable campagne de propagande, d'une très nombreuse série de réunions, au cours desquelles M. Cavé, vaillamment secondé par M. Édouard Petit, fit entendre la bonne parole. Presque partout elle fut écoutée et, ce qui est mieux, retenue ; et, avec le concours précieux du personnel enseignant : inspecteurs d'Académie, inspecteurs primaires, instituteurs, de tous côtés des « Petites Cavé » furent fondées. Au 31 mars 1896 il y en avait 10. Un an après on en comptait 100 et quand fut promulguée la loi du 1^{er} avril 1898, il y en avait 400 (1).

Cette loi, qui réorganisait dans un sens libéral le régime des sociétés de secours mutuels, contribua puissamment au développement de la mutualité scolaire. Au 31 mars 1899, c'est-à-dire exactement un an après sa promulgation, le nombre des « Petites Cavé » s'était élevé de 400 à 871.

Par application de l'article 5 § 1 de cette loi, qui permet à toute société de secours mutuels d'étendre ses opérations hors du territoire de la commune où elle a

1. Voici par ordre chronologique la liste des dix premières sociétés : Paris (XIX^e arrondissement, 1881) ; Paris (VIII^e arrondissement, 21 novembre 1889) ; Paris (XVI^e arrondissement, 22 décembre 1890) ; Rouen (19 juillet 1892) ; Courbevoie (26 décembre 1893) ; Marseille (10 avril 1894) ; La Rochelle (21 juin 1894) ; Mont-de-Marsan (17 décembre 1895) ; Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard) (28 mars 1896) ; Bordeaux (28 avril 1896).

son siège social, on vit se former des « Petites Cavé cantonales », notamment à Mézières où l'on en compte 3, à Cognac (4), à La Rochelle (3), à Montargis (5), à Gien (3), à Chartres (5), à Commercy (5), à Montmédy (6), à Valenciennes (7), à Béthune (7). On constitua aussi des « sociétés d'arrondissement » à Libourne, Lesparre, Bazas, Montélimar, Saint-Claude, Douai, Agen, La Flèche, Tulle, Ussel, Brive, et des mutualités scolaires « départementales » (1). La première de celles-ci fut la « Grande Cavé » de l'Ardèche, due à l'initiative du préfet, M. Gustave Cruchon, et qui fonctionna dès le 12 novembre 1898. Elle embrasse tout le département, elle est divisée en cinq sections correspondant chacune à une circonscription d'inspection primaire, et en autant de sous-sections que d'écoles publiques.

De même, l'article premier, § 2, de la loi du 1^{er} avril 1898 reconnaît aux sociétés de secours mutuels le droit de créer au profit de leurs membres des cours professionnels, des offices gratuits de placement. Aussitôt, la Société scolaire du XIX^e arrondissement, grâce à un versement supplémentaire de 0 fr.25 par an et par sociétaire, établit un service de cours et de conférence. C'est l'origine de la création d'un fonds spécial, dit « Trésor d'avenir » dont le produit est affecté à des services spéciaux dont les plus importants, et aussi les plus utiles, sont ceux qui ont pour objet de préparer les jeunes gens à leur vie de travail (cours professionnels) et de les aider à se créer une situation (office de placement).

1. Édouard Petit, Rapport sur l'éducation populaire en 1898-1899.

De même encore, l'article 8 de la loi de 1898 autorise les sociétés de secours mutuels à s'associer, à former des « unions ». Aussitôt se forme une « Union de Mutualités scolaires de la Seine », dont le siège est à Paris, à la mairie du VIII^e arrondissement, avec M. Cavé, pour président, et qui a pour but, notamment, de favoriser le développement de la mutualité scolaire, et d'établir un lien entre les sociétés créées.

Ainsi les sociétés scolaires prospéraient sans cesse, et profitaient de toutes les dispositions libérales de la loi du 1^{er} avril 1898.

En 1900, à l'occasion de l'Exposition universelle, se tint à Paris, le I^{er} Congrès international de la Mutualité. On s'y occupa naturellement des sociétés scolaires dont l'importance était déjà si grande, et elles firent l'objet de deux rapports (1) :

L'un de M. Cavé, sur leur situation morale ;

L'autre de M. Édouard Petit, sur leur situation matérielle.

Dans son rapport M. Cavé, après avoir rappelé les débuts de l'œuvre, constate sa prospérité. « Les adhésions, dit-il, nous venaient de plus en plus nombreuses, et le nombre de nos sociétaires se rapprochait, après quelques années, du chiffre du début, pour suivre bientôt une marche exactement parallèle à la prospérité financière de la

1. V. ces deux rapports dans Arboux, *Premier Congrès international de la Mutualité*. Paris, 1900.

société qui comptait, au 1^{er} janvier dernier, le chiffre de 4.200 membres. »

Et M. Cavé cite alors les chiffres suivants : Après dix-neuf années d'existence, au moyen d'infimes cotisations, les sociétés scolaires avaient, au 1^{er} janvier 1900, réalisé 254.000 francs d'économies. Celles-ci, grossies des intérêts moyens composés, des sommes déposées sur 4.000 livrets de retraite, et de la subvention de l'État, dépasseraient aujourd'hui 275.000 francs, et, ajoute M. Cavé, ce résultat serait obtenu malgré les dépenses d'indemnités de maladie, des frais funéraires et d'administration dépassant ensemble 85.000 francs. Ainsi, dans ces quelques années, un apport total de 200.000 francs environ de cotisations aurait produit un effet utile s'élevant à plus de 300.000 francs.

Et M. Cavé donne l'explication suivante de ce qu'il appelle lui-même « un mystère mutualiste ».

« Nos enfants nous apportent une cotisation annuelle de 52 fois dix centimes, soit 5 fr. 20. Les journées de maladie, qu'on nous avait assuré devoir être nombreuses, se réduisaient, en fait, à la proportion de deux jours et demi à trois jours par tête et par an ; elles nous occasionnaient par conséquent une dépense qui ne dépassait pas, à notre grande stupéfaction, 1 fr. 20 ou 1 fr. 30. Nous déposons l'excédent de nos ressources, au fonds inaliénable de retraite et nous obtenions de l'État une subvention dont vous connaissez l'importance : 1 franc par tête de sociétaire, plus un quart de la somme versée, soit 1 fr. 30. De sorte que le capital versé par l'enfant se trouvait intégralement reconstitué, et que nous avons réussi à lui faire faire gratuitement l'apprentissage de la mutualité. »

M. Édouard Petit constate lui aussi dans son rapport (1) que la mutualité scolaire a pris, en 1899-1900, une extension considérable. A cette époque, en effet, elle avait déjà pénétré dans tous les départements, sauf un : la Manche. « Elle a réussi, dit M. Petit, aux faubourgs populeux des villes où les ménages ouvriers ne mettent parfois rien de côté pour eux-mêmes, mais prouvent qu'ils ont l'inquiétude de l'avenir pour leurs enfants. Elle s'est fait jour aux pays pauvres, aux régions montagneuses où l'on prétendait qu'elle échouerait en face des obstacles opposés par la nature, par la dissémination des habitants (Lozère, Haute-Loire, Ardèche, Hautes et Basses-Alpes)... ; elle s'est implantée, grâce à l'école, dans les localités rurales où elle était jusqu'ici bien ignorée, et où, par l'enfant, elle a été révélée à la famille conquise par ses bienfaits. »

Tandis qu'en 1895-1896, la mutualité comprenait à peine 10 groupements, en 1896-1897 elle en comptait 110, en 1897-1898 : 400, en 1898-1899 : 871. Elle passait en mars 1900 à 1497, à la fin de 1900, elle était bien près du total de 1600 (quelques-unes d'entre elles avaient des noms significatifs qu'il est intéressant de rappeler, par exemple : la Ruche, de Saint-Laurent ; la Fourmi, de Saint-Gilles ; la Laborieuse, d'Arama ; le Trésor d'Avenir, de Roquemaure ; la Brise de Mer, du Grau-du-Roi). A la même époque, elle avait gagné 12.000 écoles et plus de 450.000 jeunes adeptes.

Paris et la Seine étaient à la tête du mouvement. La Société-mère du XIX^e arrondissement avait 4.227 socié-

1. V. Arboux, Compte rendu, p. 107 et suiv.

taires et 275.000 francs d'économies, et elle avait dépensé 94.000 francs en journées de maladies.

Le I^{er} arrondissement, avec Aubervilliers et Saint-Denis, avait 39 sociétés, 4.500 membres.

Le II^e arrondissement, avec Neuilly, Courbevoie, Asnières, avait 12 mutualités dans 33 écoles et 3.485 membres.

Le III^e arrondissement, avait 1.500 adhérents, dont 800 filles.

Le IV^e avec Nogent-sur-Seine et Saint-Maur, avait 4 sociétés et 2.469 adhérents ; le VIII^e arrondissement, 4.500 membres ; le XV^e avec Vanves et Villejuif : 3.300 sociétés, 6.090 membres ; le XX^e 50 sociétés, 6.602 membres.

La province elle aussi suivait le mouvement et comptait déjà de nombreuses organisations.

Dans le département de l'Ain, qui peut être pris comme type, la circonscription de Bourg possédait 49 sociétés, comprenant 2.927 adhérents, 1.147 membres honoraires. Ces 49 mutualités d'écoles avaient pris au nom de leurs sociétaires 1.913 livrets individuels, elles avaient payé 4.537 francs pour journées de maladie, elles avaient 4.984 fr. à la caisse d'épargne, 7.430 francs entre les mains des trésoriers, 2.200 francs avaient été versés au fonds commun.

Dans le même département, Belley avait 10 sociétés et 705 membres, Trévoux 38 sociétés et 2.341 membres participants et 720 membres honoraires. 672 livrets de retraite, un actif social de 11.279 francs. Nantua a 17 sociétés et 4.065 membres.

Le mouvement gagne les grandes villes, où les mutualités gagnent en force et en nombre.

Bordeaux avait toujours, en 1900, 3.585 sociétaires, Tours 2.000, Toulouse 3.400, Reims 3.000 (2.000 en 1898-1899), Amiens 2.400, Rouen 3.000, Nantes 1.200, Orléans 2.000, Roubaix 4.200, Lille 8100 (5836 en 1898-1899), Saint-Quentin 2.218, Troyes 3.886 (2.067 en 1898-1899), Limoges 1800.

A la même époque, fonctionnent aussi quelques mutualités cantonales. Ce sont : dans l'Aisne les 6 « cantonales » de Laon (première circonscription), 2.752 sociétaires ; les 5 de Laon (deuxième circonscription), 1.372 sociétaires ; dans les Ardennes, les 8 de Mézières 4.000 sociétaires, dans l'Aube, les 5 d'Arcis-sur-Aube, 1531 membres participants, 131 honoraires ; les 5 de Bar-sur-Aube, 1.367 sociétaires, les 5 de Nogent-sur-Seine, 2.071 ; dans l'Aude, où tous les types sont adoptés : mutualité de ville à Carcassonne, de circonscription à Castelnaudary, les 6 cantonales de Limoux ; dans la Charente, les 4 cantonales de Cognac, 2.184 sociétaires avec 12.500 francs de retraites, 1.200 livrets de retraite, 1.500 francs versés pour indemnités de maladie ; dans la Charente-Inférieure, les 3 cantonales de La Rochelle qui avaient déjà délivré 1.532 livrets de retraite ; dans l'Eure les 8 cantonales de l'arrondissement d'Évreux, 1.413 sociétaires ; dans l'Eure-et-Loir, où l'on admet la seule forme cantonale, les 5 de Chartres, 874 membres participants, 129 honoraires ; les 6 de Châteaudun, 803 sociétaires ; les 7 de Dreux, 1.193 ; les 5 de Nogent-le-Rotrou, 570 sociétaires ; dans le Gard, les 5 cantonales d'Alais, 536 membres ; dans le Jura, les 7 de Poligny,

1.600 membres ; dans le Loiret, les 7 cantonales de Montargis, 1.880 sociétaires ; dans la Marne, les 8 de Châlons, 1.680 sociétaires ; les 4 de Reims (2^e), 1.018 ; les 4 de Vitry-le-François, 1.634 ; dans la Meuse, les 6 de Montmédy, 1.628 ; dans la Nièvre, les 7 de Cosne 2.000 ; dans le Nord, les 8 de Valenciennes, 5.052 sociétaires ; les 4 de Lille, 3.791 ; dans l'Oise, les 9 de Compiègne, 1.860, dans le Pas-de-Calais ; les 6 d'Arras (2^e), 1.500 sociétaires ; les 7 de Béthune, 4.450 sociétaires ; les 4 de Boulogne, 2.586, les 6 de Montreuil, 1.600 ; les 6 de Saint Omer, 1.200 ; dans les Basses-Pyrénées, les 9 cantonales de Pau, 2.000 sociétaires ; les 7 de Bayonne, 1.692 ; les 6 de Mauléon, 606 sociétaires, 111 membres honoraires ; les 7 d'Orthez, 564 sociétaires. Dans les Pyrénées-Orientales, les 5 de Perpignan, 1.119 sociétaires. En Seine-et-Oise les 5 de Rambouillet, 1.529 membres, dans la Somme, Amiens-Sud, 5 cantonales, 2.280 membres ; Abbeville, 5 cantonales, 1.421 membres ; Montdidier, 2 cantonales, 559 ; Péronne, 8 cantonales, 1.115. Dans le Tarn, Albi, 9 cantonales, 1.387 sociétaires, 188 honoraires ; Yonne, 4 cantonales, 2.089 sociétaires.

Les mutualités d'arrondissements qui avaient fait leur apparition en 1898-1899 se sont multipliées en 1899-1900 ; elles donnent force, cohésion, unité aux groupements mutualistes.

L'Allier s'affirme par la fondation de mutualités d'arrondissements. La mutualité de Moulins a 1.250 sociétaires, 85 membres honoraires ; celle de Montluçon a 1.500 sociétaires. La Charente-Inférieure a une société de circonscription (Marennes) qui compte 1.115 sociétaires. Il faut aussi citer la Corrèze où, en un an, le nombre des adhé-

rents a doublé: Tulle 1.718 membres, Brive 1.933, Ussel 2176; dans la Côte-d'Or, Châtillon-sur-Seine 500 membres; dans la Dordogne, Bergerac 1.430 sociétaires; dans le Doubs, Besançon 800 sociétaires, 300 honoraires; dans la Drôme, Valence 1.000, Montélimar 1.070, 115 membres honoraires, le président d'honneur est M. Loubet, président de la République française; Haute-Garonne, Toulouse (2^e) 1.124; Gironde, Bazas 826 sociétaires, 169 honoraires; Blaye 1.820 sociétaires, 160 honoraires, Libourne 1660 sociétaires; Hérault, Lodève 1.300; Loiret 2.000, 59 établissements publics, lycée compris; Haute-Marne, Chaumont (2^e) 1.100; Marne, Épernay 1.500; Meurthe-et-Moselle, Briey 1.000; Seine-Inférieure, Le Havre 500; Seine-et-Marne, Melun 301; Seine-et-Oise, Étampes 1.815, Mantes 1.352; Somme, Amiens 2.400, Abbeville 700; Tarn, Lavaur 308; Var, Brignolles 1.200; Vendée, Fontenay 1.669, Vienne, Châtelleraut, 600; Yonne, Avallon 1150 sociétaires et 121 honoraires dont 9 perpétuels.

Enfin les mutualités départementales qui n'étaient qu'au nombre de 2 en 1898-1899 passent à 4 en 1899-1900.

Le Haut-Rhin compte 1.515 sociétaires.

La Société départementale de la Haute-Loire a près de 1.000 affiliés; la grande mutualité scolaire landaise, divisée en 7 sections, avait 3.300 adhérents, plus de 500 honoraires.

La « Grande Cavé » de l'Ardèche embrasse tout le département. Elle comptait plus de 4.500 membres participants et 865 membres honoraires. Les recettes s'élevaient à 30.305, elle avait payé 1.508 francs, en indemnités de mala-

die; son avoir était de 27.350 francs, elle avait distribué 3.263 livrets de retraite.

Telle était la situation de la mutualité scolaire à la fin du XIX^e siècle. Il nous a paru important de retenir cette date, d'abord parce qu'elle marque, dit M. Gide, « un point de repère mémorable et qui sera commode pour mesurer la marche des faits dans les statistiques à venir » (1). En outre, il était intéressant de savoir quelle influence avait eu sur l'institution que nous étudions la loi de 1^{er} avril 1898. Loin de lui nuire, nous venons de voir qu'elle avait puissamment contribué à son développement.

Depuis 1900, chaque année, la mutualité scolaire a grandi et prospéré, gagné du terrain et recruté de nouveaux adhérents. Il est sans intérêt de suivre au jour le jour les étapes franchies. Rappelons seulement la situation actuelle, telle qu'elle résulte du dernier rapport annuel de M. Édouard Petit (2).

SITUATION ACTUELLE

§ 1. — PARIS ET LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE

La mutualité scolaire compte dans Paris et dans le département de la Seine, comme adhérents, 46.396 écoliers et 39.694 écolières.

1. Gide, *Economie sociale*. Paris, 1905. Avant-propos, p. VII.

2. Ce rapport a paru à l'*Officiel* du 6 juin 1910.

La dernière née, la mutualité scolaire du XIV^e arrondissement, qui n'a qu'une année d'existence, a déjà près de 3.000 sociétaires dont 2.632 possèdent un livret de la Caisse des retraites.

La mutualité scolaire du XII^e arrondissement est en plein développement. Au 1^{er} janvier dernier, elle comptait 5.104 sociétaires, soit 1.500 de plus qu'en 1908. Elle comprend une section d'adultes de vingt et un à cinquante-cinq ans et une section d'adolescents de seize à vingt et un ans. Il y a eu, en 1909, 52.353 francs de recettes et 35.213 francs de dépenses. Son actif est actuellement de :

Fonds disponibles..... 17.140 fr.

Fonds commun de retraites... 128.057 fr.

La mutualité scolaire du XVII^e est très florissante : elle comprend 3.980 membres. La Scolaire du XVII^e, pour répondre à un vœu du Comité de l'Union des Mutualités scolaires, a résolu, en assemblée générale, de prélever sur les bonis de fin d'année, 1.000 francs pour la création de bourses de colonies de vacances, en faveur des petits mutualistes chétifs. Elle est entrée la première dans la voie de l'hygiène préventive qui a été recommandée par les Congrès mutualistes de Nice et de Nancy.

La mutualité scolaire du XVIII^e compte 6.300 adhérents ; celle du XX^e a 5.169 sociétaires, soit 406 de plus que l'an dernier, avec un avoir social de 234.963 francs.

Enfin au 31 décembre 1909, la doyenne des « Petites Cavé », celle du XIX^e arrondissement, enregistre 348 membres honoraires et 5.827 membres participants. Elle

admet les anciens élèves au même titre que les écoliers ; ils passent ensuite sans stage à la société municipale d'adultes.

Dans la Seine, il faut aussi signaler la treizième circonscription d'inspection primaire : Asnières, Courbevoie, Colombes, Puteaux, Clichy, avec 3.539 sociétaires filles et 3.784 sociétaires garçons.

La seizième circonscription : Charenton, Nogent, Saint-Maur, Vincennes, avec 2.293 filles et 2.630 garçons.

La dix-septième circonscription : Ivry, Villejuif, Sceaux, Vanves, avec 3.279 filles et 4.934 garçons.

§ 2. — DÉPARTEMENTS

Les départements où la mutualité scolaire est particulièrement prospère sont :

	Filles	Garçons
	—	—
Aisne.....	8.196	10.380
Ardenne.....	9.315	10.224
Aube.....	7.953	9.650
Bouches-du Rhône.....	3.744	4.386
Charente-Inférieure.....	5.160	6.549
Cher.....	2.950	3.521
Corrèze.....	3.093	2.487
Côte-d'Or.....	5.347	7.413
Dordogne.....	4.045	3.797
Drôme.....	3.043	4.220
Finistère.....	5.443	6.950
Gard.....	4.720	5.054
Haute-Garonne.....	4.501	4.701

Gironde	7.166	9 298
Hérault.....	5.426	5.641
Indre.....	3.558	3 997
Indre-et-Loire.....	5.000	4.284
Isère	4.444	5.547
Jura.....	2.765	3.068
Landes	7.067	9.722
Loire.....	3.314	4.735
Loire-Inférieure.....	2.635	4.348
Loiret	7.451	8.368
Lot-et-Garonne.....	2.307	3.673
Maine-et-Loire.....	2.728	5.556
Manche.....	3.475	4.632
Marne.....	7.010	8.134
Haute-Marne.....	3.481	4.935
Meurthe-et-Moselle	3.134	6.319
Meuse.....	3.164	4.210
Nièvre.....	3.391	4.554
Nord	19.336	26 924
Oise.....	10.115	11.309
Orne.....	2.793	3.714
Pas-de-Calais.....	13.670	19.991
Puy-de-Dôme.....	2.497	3.733
Basses-Pyrénées	2.575	4.203
Saône-et-Loire.....	2.747	4.203
Sarthe.....	2.648	3.422
Seine-Inférieure.....	15.309	19.544
Seine-et-Marne	5.768	6.908
Seine-et-Oise.....	6.625	8.986
Deux-Sèvres	2.469	3.086
Somme.....	11.132	13.713

Vendée.....	3.717	5.157
Vienne.....	8.469	3.272
Vosges.	3.340	4.759
Yonne.....	7.552	9.328
Province d'Alger.....	3.720	3.342

Ainsi, la mutualité scolaire étend chaque jour son action. Actuellement il n'est plus d'arrondissement où, bien que de façon inégale, elle n'ait pénétré. Au cours de cet hiver, elle a gravi jusqu'à des hauteurs de 2.000 mètres dans le Briançonnais. Le dernier arrondissement de Paris qui fût encore demeuré réfractaire au mouvement solidariste, le XIII^e, est enfin gagné. Ses statuts sont soumis à l'approbation ministérielle.

Au 31 décembre 1909, l'effectif des mutualistes scolaires, en ne comptant que les adhérents de trois à treize ans et qui versent leurs cotisations d'une façon régulière, était de 824.086, tandis que l'année précédente, il n'était que de 814.200.

A ce total, il convient d'ajouter les pupilles :

1° Des sections post-scolaires prolongeant les mutuelles de l'école ;

2° Les pupilles des sections organisées par les mutuelles d'adultes ; et l'on dépasse le total de 900.000.

Si l'on se rend compte, dit M. Petit dans son dernier rapport, qu'en outre, depuis 1880-1881, date de la fondation de l'œuvre, plus de 350.000 adhérents ont participé à ses bienfaits, reçu son empreinte, grossi les rangs des mutualités d'adultes, l'on pourra constater que l'action éducatrice de la mutualité scolaire s'est étendue et s'est élevée à près de 1.200.000 enfants, adolescents et adultes.

L'Union des Mutualistes scolaires est donc fondée en raison, lorsque, pour célébrer en 1910 le trentenaire de cette institution, elle se prévaut de 1.000.000 d'adhérents, car plus de 1.000.000 d'adeptes ont été et demeurent conquis par l'œuvre de M. Cavé.

SITUATION FINANCIÈRE (1)

La situation financière est aussi satisfaisante que la situation numérique. Le Rapport triennal sur les opérations des sociétés de secours mutuels, pendant l'année 1903, fournit à ce sujet les indications suivantes :

Au 1^{er} janvier 1903, il y avait 1895 sociétés scolaires comptant 45.763 membres honoraires, 520.928 membres participants (dont 311.871 garçons, et 209.057 filles); au total 566.691 sociétaires.

Au 31 décembre de la même année, on comptait 1997 sociétés, avec 46.665 membres honoraires, 563.047 membres participants, dont 334.328 garçons, et 228.719 filles, au total 609.712 sociétaires.

En 1903, les recettes des sociétés scolaires se sont élevées à 3.122.636 fr. 91 ; elles se sont réparties de la manière suivante :

Cotisations des membres honoraires 134.700 fr. 24, soit 2 fr. 89 par tête en moyenne ;

Cotisations des membres participants 2.549.304 francs, soit 1.485.367 fr. 56 pour les garçons et 1.063.936 fr. 44

1. Les renseignements sur ce point sont fournis par les rapports annuels du ministre du Travail et par les rapports triennaux, beaucoup plus développés et qui contiennent des éléments de statistique générale.

pour les filles. La moyenne générale des versements pendant cette année a donc été de 4 fr. 53, se divisant ainsi : 4 fr. 44 pour les garçons et 4 fr. 65 pour les filles.

Les autres recettes des sociétés scolaires n'ont représenté ensemble que 14,04 0/0 du montant des recettes. Les cotisations constituent donc la principale source de revenus de la mutualité scolaire, puisque à elles seules, elles forment 85,96 0/0 de la totalité des recettes, soit :

4 fr. 31 pour la part des membres honoraires ;

81 fr. 65 pour celle des membres participants.

Les dépenses des sociétés scolaires, en 1903, se montaient à un total de 2.540.246 fr.03, se répartissant ainsi :

Honoraires médicaux.	6.687,62	soit	0,28 %	de la totalité des dépenses
Frais pharmaceutiques.	8.366,37	»	0,33 »	»
Secours en argent aux malades : Garçons..	352.514,05	»	13,88 »	»
Filles	257.210,84	»	10,13 »	»
Frais funéraires.....	3.564,92	»	0,14 »	»
Versements faits sur les livrets individuels à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse.....	1.234.155,20	»	48,59 »	»
Versements effectués aux fonds communs de retraite.....	476.373,41	»	18,75 »	»
Frais de gestion.....	110.507,03	»	4,35 »	»
Dépenses diverses.....	90.866,59	»	3,55 »	»
Total des dépenses....	2.540.246,03	soit	100 %	de la totalité des dépenses

L'excédent des recettes sur les dépenses en 1903 s'est élevé à 582.390 fr. 88.

Si du total des dépenses, on déduit les 1.710.258 fr. 61 représentant le montant des versements faits dans l'année tant aux fonds communs que sur les livrets individuels de retraites, et qui en réalité ne forment qu'un placement spécial, l'excédent des recettes ressort à 2.29.2919 fr. 49.

Avoir total. — Au 31 décembre 1903, la mutualité scolaire possédait 6.271.442 fr. 56, savoir :

Aux fonds de réserve (capitaux placés, soit à la Caisse des dépôts et consignations ou aux Caisses d'épargne, soit en valeurs prévues par l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898, ou détenus par les trésoriers) 3.657.649 fr. 44,
et aux fonds communs de retraites 2.613.793 fr. 12.

Le total des sommes versées sur les livrets individuels de retraites montait à la fin de l'exercice 1903 à 3.829.888 fr. au lieu de 2. 595 733 francs au 31 décembre 1902.

Telle était la situation financière des sociétés scolaires en 1903. Elle s'est depuis encore améliorée. Les derniers renseignements que l'on possède à ce sujet nous sont fournis par le dernier rapport annuel de M. Viviani (1) il concerne l'exercice 1907. Il nous donne les chiffres suivants :

Au 31 décembre 1907, les sociétés scolaires étaient au nombre de 2.334. Sur ce nombre 2.159 ont fourni à l'administration un compte statistique. Le nombre de leurs membres honoraires est descendu en 1907 de 48.653 à 48.407. Celui des écolières et écoliers adhérents a augmenté, passant de 696.465 à 716.767, dont 420.423 garçons et 296.344 filles.

Pendant la même année 1907, les recettes des sociétés

1. Ce rapport a paru au *J. off.* Annexe du 5 janvier 1910.

scolaires se sont élevées à 4.145.468 francs contre 3.938,275 francs en 1906. Voici le détail de ces opérations comparé à celui de 1906.

DÉSIGNATION	1906	1907
Cotisations des membres participants (garçons et filles).....	3.278.775	3.483.658
Cotisations des membres honoraires.....	130.420	116.445
Subventions, dons et legs.....	161.773	161.835
Recettes diverses.....	170.850	179.008
Intérêts de fonds placés.....	196.457	204.522
Totaux.....	3.938.275	4.145.468

Les cotisations représentent donc toujours la principale majoration de recettes.

Les dépenses s'établissent de la façon suivante :

Honoraires médicaux.....	11.696
Frais pharmaceutiques.....	9.967
Indemnités de maladie	950.091
Versements au fonds commun de retraites.....	410.347
Versements sur les livrets individuels.....	1.920.199
Frais funéraires.....	4.820
Frais de gestion.....	182.220
Dépenses diverses	196.114
Total.....	3.685.454

Avoir total 10.400.748 fr. 57, dont :

Au fonds de réserve disponible.....	5.964.086 fr.
Au fonds de retraites.....	4.436.662 fr. 57

La situation des « Petites Cavé » est donc aussi prospère que possible.

DIVERSES FORMES DE LA MUTUALITÉ SCOLAIRE

Mais ce qu'il est aussi intéressant de rappeler, à côté de la situation numérique et financière, ce sont les diverses formes qu'a prises, ces derniers temps, la mutualité scolaire. Celle-ci, en effet, est un organe éminemment souple et plastique qui se prête à toutes les formes d'assistance mutuelle.

Nous allons rapidement étudier les principales d'entre elles.

I. — *La mutualité post-scolaire et inter-scolaire.* — La « Petite Cavé » se prolonge après l'école, grâce aux associations d'anciens élèves, ce qu'on appelle « les Petites A. » qui ont fait la place à la mutualité, soit pour continuer les versements opérés dès l'école, soit pour les commencer.

Les mutualités post-scolaires conservent les adhérents à la scolaire, les uns jusqu'à seize ans, les autres jusqu'à dix-huit ans. La plupart du temps, les cotisations y sont portées à 0 fr. 15 par semaine, de façon à placer 0 fr. 05 sur le livret individuel, les 10 autres centimes servant à payer 1 franc par journée de maladie.

L'idée qui a donné naissance à la mutualité inter-scolaire est des plus simples. Certains mutualistes se sont dit : Si la mutualité scolaire est excellente pour les enfants des écoles primaires, on ne voit pas pour quelles raisons elle ne serait pas également recommandée aux enfants de nos établissements secondaires, lycées nationaux et collèges communaux, dont la population provient en grande partie

des écoles laïques. On ne comprendrait pas surtout qu'un enfant passant d'un enseignement dans un autre, fût, par ce fait même, mis, dans l'impossibilité de continuer l'effort de prévoyance, dont on lui a, pendant plusieurs années, enseigné l'utilité.

C'est en s'inspirant de ces idées fort raisonnables qu'aux environs de 1899, certains propagandistes firent pénétrer l'idée mutualiste dans divers établissements d'enseignement secondaire. M. Édouard Petit, dans son rapport 1899-1900 constate déjà que certaines unions inter-scolaires se sont fondées, notamment dans l'Ardèche, l'Aude, la Loire, le Loiret, l'Allier, la Haute-Loire, la Nièvre, le Nord.

Mais le mouvement fut, un moment, arrêté sous prétexte que les « quêtes » venaient d'être interdites dans les établissements secondaires par une circulaire ministérielle.

Mais grâce à l'intervention de M. le Recteur Uramin, sollicitée par M. Er. Rochelle, une circulaire du 30 janvier 1905 vint autoriser, et même recommander officiellement, l'introduction de la mutualité scolaire dans les lycées et collèges (1).

Dans cette circulaire, M. Bienvenu-Martin disait « qu'en raison même de son caractère de prévoyance sociale, l'œuvre de la mutualité ne pouvait être assimilée à une quête ou à une souscription, qu'il s'agissait en effet, non point d'un don, mais d'un placement d'argent, non point d'un acte accidentel de bienfaisance, mais d'une participation permanente à une œuvre de solidarité; qu'il ne

1. Voir cette circulaire dans le *Bulletin administratif*, n° 1658 (1905) V. aussi Éd. Petit et Er. Rochelle, *La Commune et la Mutualité scolaire*. Paris, 1910.

voyait en conséquence aucun inconvénient à ce que la mutualité scolaire fût facilitée, en ce qui regarde les élèves de nos établissements d'enseignement secondaire, dans les mêmes conditions que pour les élèves de nos établissements primaires; et, le 30 janvier 1905, il adressait une circulaire à MM. les Recteurs pour encourager l'extension à l'enseignement secondaire de l'œuvre de la mutualité scolaire ».

Comment fonctionnent les sections secondaires, ainsi créées (1) ?

On avait tout d'abord songé à ne faire participer les lycéens au mouvement mutualiste qu'au titre de membres honoraires de la société primaire.

C'était une erreur, car les enfants se lassent bien vite d'appartenir à une société qu'ils ne connaissent que par le versement de leurs cotisations annuelles. Dès lors, les démissions se succèdent et le lycée n'est bientôt plus représenté, dans la mutuelle, que par deux ou trois délégués.

On avait pensé aussi à créer des mutuelles purement secondaires. — Ce procédé a l'inconvénient de creuser le fossé qui sépare les deux ordres d'enseignement et de fortifier l'esprit de caste qu'il faut au contraire combattre.

Aussi la seule solution pratique consiste à faire du groupe secondaire une simple section de la mutuelle sco-

1. Ce fonctionnement a été expliqué avec beaucoup de précision dans le *Bulletin Officiel de l'Union nationale des Mutualités scolaires publiques*, n^{os} des 15 nov., 1^{er} déc., 15 déc. 1907 et 1^{er} janvier 1908.

laire, qui voit ainsi augmenter le chiffre de sa subvention et grossir le chiffre du bénéfice social.

Pour administrer une section secondaire, le concours d'un ou de deux délégués suffit à assurer le service du secrétariat et les relations avec le bureau central.

La Mutualité forestière. — M. Audiffred, l'un des auteurs principaux de la loi du 1^{er} avril 1898, a eu l'ingénieuse idée de faire servir la mutualité scolaire au reboisement de notre pays.

Le principe de la mutualité forestière est le suivant : La commune vend ou loue à long bail à une mutuelle scolaire ordinaire une portion des terrains incultes lui appartenant ; le service forestier et les sociétés sylvicoles fournissent les graines et les plantes : la mutuelle, sous la direction de l'instituteur et de l'agent du service des forêts apporte la main-d'œuvre presque gratuite.

Si la commune loue seulement les terrains dont elle reste propriétaire, elle verse chaque année à la société, pour être répartie sur les livrets de vieillesse des petits sociétaires, une subvention qui représente la plus-value annuelle du terrain.

Si la commune cède ses terrains ou les vend à la société, on se trouve alors en présence des « Forêts-Retraite » qui réservent aux habitants de la commune une pension de retraite.

Il existe actuellement un certain nombre de mutuelles forestières notamment dans l'Ardèche, dans l'Ain, dans la Meurthe et Moselle (1).

1. *Revue politique et parlementaire*, 1903, t. XXXVI, p. 186 et 187.

Les résultats matériels et moraux sont merveilleux : « Dans la Loire, écrit M. Audiffred, 1 hectare de terrain dénudé peut être acheté 200 francs. Reboisé de manière intelligente, il vaudra avant trente ans, 2.000 ou 3.000 fr. et dès la dixième année donnera, par l'élagage, des revenus appréciables. »

La Mutualité scolaire et les enfants assistés. — C'est encore au regretté préfet de l'Ardèche, M. Cruchon, que l'on est redevable de cette nouvelle forme d'assistance.

En 1899, justement préoccupé de l'état d'infériorité dans lequel se trouvaient les enfants assistés de son département, il s'adressa au Conseil général qui consentit à accorder les subsides nécessaires au paiement de leur cotisation. Le département verse 10 centimes par semaine à la place des enfants de l'assistance et par une ingénieuse organisation du service médical, il recouvre une partie de ses débours.

Cet exemple a été suivi ; après celui de l'Ardèche, le conseil général de l'Aube a pris à sa charge la cotisation de ses enfants assistés.

A la suite d'une circulaire de M. Waldeck-Rousseau, en date du 28 juillet 1901, qui recommandait aux préfets de proposer au conseil général de leur département de voter le crédit nécessaire pour assurer aux enfants assistés d'âge scolaire, le versement de 0 fr. 10 par semaine ; dans 65 départements, les enfants de l'Assistance ont été inscrits sur les registres des « Petites Cavé ».

Ainsi l'idée féconde de M. J.-C. Cavé se propage dans tous les domaines et réalise chaque jour de nouvelles

merveilles. Mais ses bienfaits ne s'arrêtent pas encore là ;
l'avenir peut-être lui en réserve d'autres.

C'est ce que nous allons maintenant constater.

CHAPITRE IV

LA MUTUALITÉ SCOLAIRE ET LA QUESTION DES RETRAITES

Jusqu'à présent, nous n'avons parlé que des résultats actuellement obtenus par la mutualité scolaire facultative, mais son avenir en réserve d'autres.

On a pu redouter un instant que le projet de loi sur les retraites ouvrières porterait un coup fatal aux sociétés de secours mutuels et l'émotion a été vive dans le monde mutualiste. « A quoi bon, disait-on, faire inscrire nos enfants à la société scolaire ? La loi sur les retraites ouvrières substituera l'obligation à la liberté ; le mieux est d'attendre la solution qui est à la veille d'intervenir (1). » Mais on s'est ressaisi ; à la réflexion on a compris que loin de menacer la mutualité scolaire, la loi des retraites justifie son utilité et justifie la place qu'elle s'est faite dans l'économie sociale de notre pays. Comme l'a écrit M. Édouard Petit,

1. Voir sur cette question :

1° René Failliot : *Les Retraites de Vieillesse par la Mutualité*, Paris 1910.

2° Et *Les Retraites ouvrières et la Mutualité* (extrait de la *Revue internationale du Commerce et de l'industrie et de la Banque*), où tous les aspects de la question ont été successivement examinés par les auteurs les plus justement renommés pour leur compétence en la matière : MM. Siegfried, Henry Klotz, Neymark, Cheysson, Rodrigues, Mabillean, Gaston Sciana et Watel.

en 1905, « on s'est rendu compte que l'application des lois projetées sur l'obligation de la prévoyance, quelque formule que l'on adopte, n'atteint pas la mutualité de l'enfance (1).

Non seulement, en effet, les retraites ouvrières ne doivent pas porter atteinte à la mutualité scolaire ; mais celle-ci, au contraire, doit être, selon le mot de M. Briand « la préface de celles-là ».

Déjà en 1895, Burdeau, alors ministre des Finances, avait proposé de faire aider par l'État les sociétés de secours mutuels, pour leur confier le service des retraites ouvrières. Un bon juge, dont le libéralisme ne saurait être suspect, Léon Say, admettait dans cette mesure l'intervention de l'État : « M. Burdeau, disait-il, a préparé une évolution magistrale en cette matière. Comme il ne veut pas briser le ressort de l'initiative humaine, et qu'il considère que l'État ne doit aider que ceux qui consentent à s'aider eux-mêmes, il a fait de la participation aux sociétés de secours mutuels et de retraites, le point de départ et la base de l'intervention de l'État et il ne concède de pension qu'à titre de supplément, et à ceux-là mêmes qui ont fait des efforts personnels et persistants en vue de se préparer des ressources pour leur vieillesse. » — « C'est, concluait Léon Say, ce que les géomètres pourraient appeler une solution élégante, c'est ce que nous appellerons la vraie solution morale d'un des problèmes financiers les plus difficiles de notre temps. »

C'est ce système, qui est aussi celui de la loi belge du

1. V. Éd. Petit, Rapport sur l'Éducation populaire, 1904-1905.

10 mai 1900 sur les retraites ouvrières, qui nous paraît, comme à Léon Say, la solution élégante du problème. Il faudrait faire de la mutualité et en particulier de la mutualité scolaire, le grand moteur des retraites ouvrières.

L'énorme avantage que présente la mutualité scolaire dans la question des retraites, c'est de percevoir des cotisations spéciales en vue de la pension de vieillesse à l'âge où les versements sont réellement productifs.

Il suffit de jeter les yeux sur les tarifs de la Caisse nationale (capital aliéné) pour constater le fait suivant :

Un franc de capital versé à trois ans donne, à soixante-cinq ans, une rente de 1 fr. 9032, c'est-à-dire une rente presque double du capital.

Versé dix-sept ans plus tard, à vingt ans, ce même franc de capital ne donnera plus que 0 fr. 9727 de rente, soit une somme à peu près égale au capital, inférieure par conséquent, de moitié, à la rente précédemment obtenue.

Il n'est pas nécessaire d'être un grand mathématicien pour conclure de cette constatation que si le résultat obtenu dans la première hypothèse est double, il suffirait, pour obtenir un résultat égal, de faire un sacrifice moitié moindre.

Or, tout le problème des retraites ouvrières est là. Tout le monde est d'accord sur le principe : nécessité d'assurer à l'ouvrier de la ville et des champs une vieillesse digne et exempte de soucis.

Les divergences ne commencent que lorsqu'il s'agit de savoir :

1° Si cette retraite sera établie avec ou sans collaboration de l'intéressé ;

2° Quel sacrifice l'État, c'est-à-dire la collectivité, devra faire pour assurer le paiement de ces pensions.

Sur le premier point nous ne pensons pas qu'il y ait beaucoup de sociologues qui hésitent.

Promettre une retraite absolument gratuite, c'est-à-dire prélevée entièrement sur l'impôt général ou spécial, c'est généraliser, pour tout le monde ouvrier, le système inauguré par les inévitables abus de la loi d'assistance aux vieillards, c'est organiser la prime à l'imprévoyance, c'est abaisser la dignité de l'être humain.

La loi, en effet, ne crée pas les conditions de l'assurance ; à la base il y a toujours le travail de l'individu, son esprit d'ordre et d'économie, sa volonté libre sans le concours de laquelle l'assurance n'est pas réelle (1). Or ce concours nécessaire suppose acquise une éducation que le régime légal ne donne pas ; car le régime légal, procédant par voie administrative, agissant par le moyen d'un impôt dont l'intéressé n'est pas admis à discuter l'emploi, ne donne pas au travailleur le sentiment de son épargne, de la solidarité consciente et consentie qui le lie à tous les autres, n'élève pas son niveau moral. En Allemagne, les ouvriers ne savent plus qu'ils paient l'assurance ; au lieu de toucher 5 francs, ils touchent 4 fr. 75 sans s'inquiéter de savoir ce que l'administration fait avec le reste. Est-ce là, demande M. Mabillean, l'idéal de la coopération sociale ?

Il est donc indispensable de demander à l'intéressé un effort personnel, si minime soit-il.

1. Mabillean, *op. cit.*

D'ailleurs l'État pourrait-il gérer directement la somme des intérêts matériels dont la loi le chargerait ? Evidemment non, l'exemple de l'Allemagne sur ce point est probant. Le 5 mars 1905, le ministre de l'Intérieur de Prusse, l'ex-chancelier de l'Empire et le grand maître des assurances allemandes, M. de Pozadowski, déclarait au Reichstag que le moment était venu de décentraliser l'assurance, « de recourir à des offices locaux », de faire appel aux intéressés eux-mêmes, pour exercer efficacement et surveiller scrupuleusement la gestion des opérations prévues par la loi.

C'était proclamer la faillite du système administratif.

Or, n'avons-nous pas en France des analogies de ces « Offices locaux » dont le Chancelier allemand réclame la création ? Les sociétés de secours mutuels, et parmi elles, surtout les sociétés scolaires, ne semblent-elles pas tout indiquées, pour remplir ce rôle. Par elles, à trois ans, on peut devenir mutualiste, « de l'école au régiment pas de lacune, grâce au « pont » réalisé dans les sociétés de pupilles ; au régiment on consolide les adhésions acquises et on achève de conquérir les indifférents, les ignorants et les réfractaires. Lorsque l'homme entre à l'atelier, en quittant les drapeaux, il a déjà un livret bien couvert ; il a accompli la moitié de sa tâche : plus besoin de lui demander de grosses cotisations, « le problème des faibles documents » est résolu (1).

Et dès lors ne peut-on pas conclure :

1. Mabillean, *op. cit.*

La mutualité scolaire généralisée, étendue aux quatre millions et demi d'enfants d'âge scolaire, est donc, abstraction faite du système adopté pour les adultes, la préface nécessaire, le support, la base de toute institution du service des retraites nationales.

Loin d'être une machine de guerre destinée à battre en brèche le système des retraites nationales, ouvrières et paysannes, l'offre du concours de la mutualité scolaire est au contraire un moyen de réaliser mieux la grande œuvre de solidarité nationale, de la rendre plus efficace et moins onéreuse aussi, car la mutualité se passe à peu près d'administration. Quelle économie réalisée de ce fait ? L'assurance d'État, au contraire, augmente dans des proportions considérables le nombre des fonctionnaires ; en Allemagne, elle a donné naissance à une énorme bureaucratie.

Ainsi la mutualité n'est pas un obstacle à la réalisation des retraites, elle est une collaboration qui apparaît indispensable, et si elle offre des services, on peut les utiliser en pleine confiance.

Tel était le langage que tenaient les mutualistes pendant que le Parlement discutait le projet de loi des retraites ouvrières, à une époque où ils gardaient encore de légitimes espoirs.

Ils ne s'en tenaient pas d'ailleurs à de simples affirmations de principe ; ils proposaient aussi un système pratique d'assurer à tous les Français le bénéfice de cette admirable institution.

Pour cela, disaient-ils, il faudrait limiter l'intervention de la loi à l'obligation de l'acte de prévoyance, et alors la mutua-

lité scolaire serait l'instrument tout indiqué pour réaliser le vœu de la loi; on instituerait pour la constitution de la retraite « la liberté dans l'obligation »; « la mutualité serait préférée, parce qu'elle est préférable » selon le mot si heureux de M. Waldeck-Rousseau. De même, Léon Bourgeois avait dit avant lui: « il faut établir l'obligation de l'acte de prévoyance, mais avec la liberté des moyens. »

Les mutualistes auraient donc voulu que le Parlement votât l'obligation, mais l'obligation de la mutualité: « être obligé, disaient-ils, d'entrer dans une société que l'on choisit et où l'on sera libre, c'est là ce qui vaudrait le mieux. » En d'autres termes, ils auraient voulu qu'on rendit la mutualité scolaire obligatoire.

Voilà le vrai système mutualiste. Il a soulevé certaines objections que nous devons maintenant examiner.

On a dit d'abord aux mutualistes: Pourrez-vous, en fait, assurer l'application de cette obligation? Pourrez-vous forcer la famille à acquitter cette sorte de prime d'assurance contre la vieillesse?

A quoi, ils ont répondu: Pourquoi pas? Il s'agit d'une obligation analogue à celle de l'impôt ou du service militaire, obligation semblable et parallèle à celle de la scolarité. Les mêmes sanctions seront appliquées, mais renforcées: l'obligation mutualiste se conjuguera avec l'obligation scolaire qui sera rendue effective.

Mais il faudra surtout faire l'éducation sociale des parents, leur faire comprendre quels avantages recueilleront leurs enfants d'une application plus précoce à l'œuvre nationale des retraites.

Ces avantages, dit M. Rochelle, seraient constitués par

une large contribution de l'État qui, en accordant quelques millions aux petites mutuelles de l'école, économisera les sommes dix fois plus considérables nécessaires pour parfaire d'insuffisantes retraites d'adultes commencées trop tard.

A ceux qui ne pourront pas payer la légère cotisation hebdomadaire, les membres honoraires, les bureaux de bienfaisance, les municipalités apporteront la majeure partie des ressources nécessaires, comme cela se fait dans la mutualité libre.

Contre l'obligation on a dit aussi : Vous allez écraser les familles nombreuses, votre cotisation pour chaque enfant est un véritable impôt sur la natalité.

Bien au contraire, répondent les mutualistes, la mutualité scolaire obligatoire constituera une prime à la natalité, car la participation de l'État sera directement proportionnelle au nombre des enfants ; plus ils seront nombreux, plus elle sera considérable.

D'autre part, il serait bon de dégréver partiellement, tout au moins de la contribution sociale, les familles nombreuses, car le père et la mère ont déjà payé, en assumant de lourdes charges, leur part de dette sociale. A partir du troisième enfant, comme le demande M. Hébrard de Villeneuve, les cotisations seraient acquittées par la collectivité. La prétendue entrave deviendrait ainsi prime, encouragement, aide nationale (1).

Quant aux frais de perception des cotisations, ils seraient réduits au minimum. Cette perception serait, en effet, con-

1. Hébrard de Villeneuve. Rapport présenté à la section des Assurances du Musée social.

fiée au corps enseignant primaire, qui s'en chargerait volontiers, moyennant une rétribution moins onéreuse pour les contribuables que le service de nouveaux fonctionnaires.

Ainsi sont résolues toutes les objections. Des difficultés de détails seules subsistent. Mais aucune d'elles, remarque très justement M. Rochelle, qui a étudié à fond la question, ne détruit cet argument capital qu'en matière de retraite, l'âge auquel sont opérés les versements est de beaucoup le facteur le plus important, puisque de lui dépendent deux des éléments principaux : temps prolongé de capitalisation, et plus-value considérable due à la mortalité.

On réduirait, par là, dans une très grande mesure, la part de subvention de l'État, dans le service des retraites. En effet, on sait que cette part a été évaluée approximativement à 100 millions par an. Or, M. Rochelle a calculé qu'en appliquant à l'organisation des retraites les sociétés scolaires, cette part serait réduite à 25 millions ; il en résulterait donc une économie de 75 millions par an.

En effet, dit M. Rochelle, il y a actuellement en France 4.416.170 enfants d'âge scolaire (un à treize ans ; 3.603.264 fréquentent l'école publique). On peut donc évaluer entre 5 et 6 millions, le nombre des enfants et jeunes gens auxquels s'appliquerait le système. En admettant qu'en moyenne, la moitié des cotisations dût être payée par la collectivité, État, communes ou départements, cela ne représenterait qu'une dépense annuelle de 12 à 15 millions.

Il faudrait ajouter à ce chiffre l'augmentation des subventions mutualistes, produite par l'application à 5 ou

6 millions d'enfants des barèmes de 1900, qui ne s'appliquent en ce moment qu'à environ 1 million et demi de mutualistes âgés de moins de vingt-deux ans. La subvention due étant de 4 fr. 65 par sociétaire en moyenne, la dépense pour 5 à 6 millions d'enfants serait comprise entre 8 millions $1/4$ et 9.900.000 francs.

Pour les sociétaires âgés de moins de vingt-deux ans, la part de l'État serait donc au maximum de $15 + 10 = 25$ millions par an.

Une partie des 75 millions économisés servirait, dans ce projet, à assurer une retraite aux vieux ouvriers, qui n'ont pu, par ce système, assurer le pain quotidien de leurs vieux jours.

Tel est l'ingénieux système proposé par M. Rochelle et quelques-uns de ses confrères. Convaincu de son excellence pratique, un groupe de sénateurs, pris parmi les plus justement réputés des mutualistes français, déposait au Sénat, dans la séance du 23 mars 1909, au cours de la discussion du projet de loi des retraites ouvrières l'amendement suivant :

Amendement à la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, sur les retraites ouvrières, présenté au Sénat par MM. Ferdinand Dreyfus, Lourties, Léon Bourgeois, Cordelet, Aimond, Poirson, Lintilhac, Goirand, sénateurs.

Ajouter au texte adopté par le Sénat les dispositions suivantes :

TITRE VII

DES RETRAITES INITIALES ASSURÉES PAR LES SOCIÉTÉS SCOLAIRES DE SECOURS MUTUELS (art. 38 à 48)

ART. 38. — La présente loi sera applicable aux retraites assurées par les sociétés scolaires de secours mutuels sous le bénéfice des dispositions suivantes :

ART. 39. — Le service sera organisé dans chaque département par le conseil général :

a) Au moyen des sociétés scolaires de secours mutuels et de retraites constituées avant la présente loi, dans les conditions de la loi du 1^{er} avril 1898 ;

b) Au moyen des mutualités scolaires qui se constitueront sous l'empire de la présente loi.

ART. 40. — Il est créé dans chaque commune, dépourvue de sociétés de secours mutuels scolaires, une mutualité scolaire comprenant autant de sections qu'il y a d'écoles.

Chaque section groupe les cotisations versées par les enfants et adolescents de six à quatorze ans inclus en vue de la retraite.

Le montant en est envoyé au maire qui en effectue le versement à la fin de chaque mois, soit à la Caisse des dépôts et consignations ; au fonds de retraites aliénable soit à une Union des Sociétés de secours mutuels agréée dans les termes de l'article 16 de la présente loi, soit à la Caisse départementale.

ART. 41. — Chaque enfant d'âge scolaire reçoit gratuitement un livret individuel où doivent être inscrits chaque année les versements obligatoires et facultatifs.

ART. 42. — La cotisation est due par les parents, tuteurs ou

personnes ayant la garde de l'enfant ou de l'adolescent de six à quatorze ans.

Elle est de 0 fr. 05 par semaine, soit 2 fr. 60 par an. Les versements sont faits, soit à capital aliéné, soit à capital réservé au profit de la famille.

La majoration allouée sur les fonds de l'État est établie chaque année en prévision d'une liquidation à l'âge de soixante-cinq ans et inscrite sur le livret du bénéficiaire. Elle sera du tiers de la rente qui serait produite par versements des intéressés supposés effectués à capital aliéné. Cette majoration cessera de croître lorsqu'elle atteindra 50 francs.

Il sera alloué à titre de remise aux sociétés de secours mutuels, une subvention annuelle de 0 fr. 60 pour chaque livret sur lequel il aura été inscrit pendant l'année écoulée un versement d'au moins 2 fr. 60.

Chaque société recevra en outre, pour tout sociétaire affilié à la fois en vue de la retraite et contre la maladie, une allocation annuelle de 0 fr. 75 qui sera affectée à un dégrèvement de pareille somme sur la cotisation-maladie.

ART. 43. — Chaque année, dans la première quinzaine de janvier, le maire de la commune assisté de la commission scolaire, dresse la liste des enfants des deux sexes âgés de six à quatorze ans inclus, dont les parents sont domiciliés dans la commune, et avise les personnes qui ont la garde de l'enfant de l'obligation qui leur incombe (1).

Cette liste comprend :

a) Les enfants qui reçoivent l'enseignement dans les écoles publiques ;

1. Loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement obligatoire (art. 8).

b) Les enfants qui reçoivent l'enseignement dans les écoles privées ;

c) Les enfants élevés dans leurs familles .

ART. 44. — La commission administrative du bureau de bienfaisance prévue par l'article 40 de la loi du 15 juillet 1893, sur l'assistance médicale gratuite établit la liste :

a) Des enfants appartenant à des familles indigentes ;

b) Des enfants des familles de plus de trois enfants, lorsque les pères ou tuteurs auront adressé au maire une demande à fin d'être exemptés du paiement de la cotisation.

La liste ainsi dressée est soumise à la ratification du conseil municipal.

En cas de contestations, les réclamations sont adressées à la commission cantonale, composée ainsi qu'il est dit à l'article 44 de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards et aux incurables (1) ; celle-ci statue en dernier ressort.

ART. 45. — Les versements sont opérés :

a) Pour les enfants et adolescents, par les parents, tuteurs, ou par ceux qui en ont la garde ;

b) Pour les enfants assistés, par les départements (2) ;

c) Pour les enfants de familles indigentes et pour les enfants de familles de plus de trois enfants inscrits sur la liste prévue à l'article 44, et à partir du quatrième seulement, au moyen de la contribution de l'État, des départements et des communes, suivant les tableaux A. B. C. annexés à la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards et aux incurables.

1. Rappelons que cette commission est ainsi composée : du sous-préfet de l'arrondissement, président, du conseiller général, d'un conseiller d'arrondissement dans l'ordre de nomination, du juge de paix du canton, d'une personne déléguée par le Préfet, d'un délégué des bureaux d'assistance du canton et d'un délégué des sociétés de secours mutuels existant dans le canton.

2. Loi du 27 juin 1904.

ART. 46. — En cas de non-versement des cotisations, chaque mutualité scolaire applique les sanctions prévues par ses statuts.

Si ces sanctions restent sans effet, une mise en demeure est adressée par le maire au père, tuteur, ou à la personne responsable.

En fin d'année et conformément au dernier paragraphe de l'article 2 de la présente loi, les versements sont exigibles, comme en matière de contributions directes.

ART. 47. — S'il n'existe pas dans le département, d'Union agréée dans les termes de l'article 16, une Caisse départementale sera organisée sous le contrôle et la surveillance du conseil général.

Un décret rendu en Conseil d'État déterminera, comme pour les Unions agréées, les conditions d'autorisation et de fonctionnement de chaque caisse.

Les unions ou les caisses reçoivent les cotisations des sociétaires qui leur sont transmises par les maires, ainsi que les subventions de l'État, du département et des communes, les dons, legs et souscriptions.

Elles paient aux ayants droit les pensions de retraite à partir de l'entrée en jouissance.

Les caisses départementales sont autorisées à employer les fonds qui leur sont confiés en valeurs et prêts énumérés à l'article 15 de la présente loi et dans les proportions fixées par cet article.

ART. 48. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du titre VII à la Ville de Paris.

Cet amendement vint en discussion devant le Sénat, à la séance du 11 février 1910 (1).

1. *J. off.*, Documents parlementaires, 12 février 1910, p. 252 et 253.

Un de ses auteurs, M. Ferdinand Dreyfus, monta alors à la tribune, pour en expliquer le sens et la portée.

Il rappela que l'idée de relier la mutualité scolaire, à la loi des retraites, avait été empruntée à M. Briand, qui, dans un discours prononcé alors qu'il était ministre de l'Instruction publique, avait dit cette parole profonde : « La mutualité scolaire doit être la préparation logique, la préface nécessaire de la loi des retraites. »

L'éminent sénateur rappelait ensuite, avec beaucoup d'éloquence, les résultats merveilleux obtenus par les « Petites Cuvé » ; il montrait en même temps leur côté éducatif et normal, et terminait ainsi : « Cette modeste institution est de celles qu'il ne faut pas négliger ; ce sont des semences de paix sociale jetées dans la conscience de nos enfants. »

M. le ministre du Travail intervenait alors, pour s'associer aux paroles de M. Ferdinand Dreyfus en faveur de la mutualité scolaire. Il lui demandait en même temps de vouloir bien accepter la disjonction de son amendement, qui, effectivement, fut renvoyé à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi, tendant à modifier et à compléter la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.

Le Sénat n'a donc pas accepté le concours aussi désintéressé que généreux que lui offrait la mutualité scolaire dans l'organisation des retraites nationales. Nous n'avons pas à apprécier ici ses raisons, mais nous devons faire connaître la situation qui est faite aux adhérents des scolaires par la loi du 5 avril 1910.

Cette situation, hâtons-nous de le dire, est privilégiée.

Elle est aussi exposée par M. Édouard Petit, dans son dernier rapport sur l'éducation populaire (1908-1909) (1).

A treize ans, le débutant de la vie économique devra verser 4 fr. 50 par an pour la retraite, 3 francs pour la mutualité s'il veut bénéficier du versement patronal, et aussi de l'allocation de 75 centimes consentie par l'État.

A dix-huit ans, il versera 9 francs pour la retraite, 6 francs pour la maladie et vaudra à la société de secours mutuels dont il sera l'adhérent 1 fr. 50 d'allocation, et 5 0/0 des frais de recouvrement.

L'écolier mutualiste scolaire, habitué à verser 40 centimes par semaine, de trois à treize ans, majorera ses cotisations de 5 centimes tous les huit jours, de treize à dix-huit ans soit dans les sections de pupilles annexées, aux sociétés d'adultes, soit dans les sections d'adolescents, prolongement des mutualités scolaires, par le moyen des patronages et des associations d'anciens élèves.

La retraite à 40 centimes se changera pour lui, sans brusque transition, en retraite à 15 centimes.

Arrivé à dix-huit ans, placé entre la liberté et l'obligation, à moins qu'il ne soit pris dans l'engrenage d'une entreprise industrielle qui sera l'intermédiaire forcé entre lui et l'État, il y a quelque apparence pour qu'il continue ses versements à la société où il aura fait son apprentissage de mutualiste, et il assurera ainsi la permanence de l'œuvre qui l'aura formé aux idées de solidarité et d'épargne, pendant les années d'enfance et d'adolescence.

1. *J. off.*, 6 juin 1910.

— III —

Et M. Édouard Petit conclut : « La mutualité scolaire est, au vrai, dans une situation privilégiée vis-à-vis de la loi sur les retraites ouvrières, et elle peut examiner sans crainte l'avenir. »

CHAPITRE V

AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS

Après avoir rappelé le début de la mutualité scolaire et examiné sa situation actuelle, il convient de résumer rapidement ses avantages et ses inconvénients.

SECTION PREMIERE

AVANTAGES

Ils peuvent être envisagés à deux points de vue :

1° Au point de vue matériel ;

2° Au point de vue moral ou éducatif.

§ 1. — AU POINT DE VUE MATÉRIEL

A ce premier point de vue, la société scolaire présente sur la société d'adultes d'énormes avantages.

D'abord elle admet comme sociétaires les filles au même titre que les garçons. Ce caractère mixte, qui est la règle dans les sociétés scolaires, est l'exception dans les sociétés d'adultes qui, presque toutes, sont exclusivement composées d'hommes ou ne comprennent que des femmes.

En outre, elle accueille les sociétaires dès l'âge de trois

ans et n'exige d'eux aucun droit d'entrée; elle ne leur impose qu'un stage de trois mois avant de les admettre au bénéfice du service-maladie.

Enfin et surtout, la société scolaire entreprend à la fois le service-maladie et le service-retraite, la mutualité et la prévoyance.

Nous avons déjà vu que le service-maladie était l'objectif principal des sociétés d'adultes, et qu'il entraînait des dépenses supérieures au montant des cotisations des membres participants; par suite pour couvrir cet excédent de dépenses, ces sociétés étaient obligées de recourir à des ressources extraordinaires et toujours aléatoires, et notamment à l'appoint des membres honoraires.

Au contraire, dans les sociétés scolaires, nous l'avons constaté également, étant donné l'âge de leurs membres, les frais de maladie sont très peu élevés, de même que les frais funéraires. C'est une première supériorité des scolaires sur les adultes.

Une seconde, plus importante, est relative au service des retraites :

Dans les sociétés d'adultes, en effet, les ressources sont presque entièrement absorbées par le paiement des frais de maladie, qui sont considérables. Au contraire, dans les sociétés scolaires, on pratique ce qu'on appelle la spécialisation des cotisations. Des 10 centimes hebdomadaires qu'on demande au sociétaire, 5 centimes sont affectés au service-maladie, 5 centimes au service-retraite. Or, les premiers étant plus que suffisants, l'excédent de recettes qui en résulte va grossir d'autant le compte-retraite; ce qui permet de réserver aux adhérents

des sociétés scolaires des pensions beaucoup plus élevées que celles qui sont servies par les sociétés d'adultes. Celles-ci, en effet, oscillent de 70 à 75 francs, et dépassent très rarement 80 francs.

Au contraire, M. Cavé a calculé qu'un enfant entré dans une société scolaire, à l'âge de trois ans, et qui aurait régulièrement acquitté ses cotisations jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans, pourrait jouir à cet âge d'une pension de retraite susceptible d'atteindre le chiffre de 130 à 135 francs, en supposant, ce qui est le cas normal, que les versements aient été faits à capital réservé.

Ainsi, pendant ce laps de temps, le sociétaire aurait versé un total de cotisation s'élevant environ à 270 francs, dont la moitié, placée à capital réservé, 135 francs, serait remboursée à ses héritiers et dont le surplus, 135 francs, joint aux intérêts remboursés de la somme restituée, produirait presque 1 franc de retraite pour chaque franc versé. Ce résultat merveilleux s'explique par ce fait que chaque franc économisé est doublé par une égale subvention et que l'économie et la subvention profitent toutes deux du taux exceptionnel de 4 fr. 50 0/0 ; en réalité, les économies réalisées rapportent 9 0/0 par an, taux, au moyen duquel le capital économisé se multipliera plus de trente fois jusqu'à l'âge de la retraite.

M. Gilbault a fait des calculs analogues. D'après lui on pourrait arriver au chiffre de 148 francs de rente au lieu de 135 francs. Il a en outre indiqué un moyen pratique pour se constituer une retraite de 360 francs. Il suffirait pour cela de faire des versements supplémentaires au livret individuel. Dans ce cas, le complément de rente de

212 francs pourrait être obtenu par l'inscription annuelle sur ce livret d'une somme supplémentaire de 12 fr. 40 faite de l'âge de trois ans à l'âge de cinquante-cinq ans à capital aliéné, ou de 17 fr. 80 à capital réservé.

Ainsi, avec un sacrifice de 5 fr. 20 (cotisations 2 fr. 60 au fonds commun, 2 fr. 60 au livret individuel) (1), 17 fr. 80 (versement personnel), soit 23 francs par an, tout sociétaire pourrait s'assurer une rente de 360 francs pour ses vieux jours, le capital versé devant être à sa mort remboursé intégralement à ses héritiers.

Ce résultat peut encore être obtenu soit par un versement unique à un âge quelconque, soit par des versements variés et à des époques variables, à capital réservé ou à capital aliéné.

Ainsi par un versement unique de 284 francs à capital aliéné, fait sur la tête de son enfant à l'âge de trois ans, un père de famille pourrait assurer à celui-ci une rente de 212 francs, avec jouissance à cinquante-cinq ans. Il suffirait d'un versement de 482 francs dans les mêmes conditions pour lui assurer une rente de 360 francs.

N'est-ce pas merveilleux et plus que suffisant pour expliquer l'extraordinaire succès des sociétés scolaires.

§ 2. — AU POINT DE VUE MORAL ET ÉDUCATIF (1)

Ce n'est pas, à vrai dire, le caractère éminemment moral de la mutualité scolaire qui en a assuré son déve-

1. M. Gilbault suppose en effet dans ses calculs que le sociétaire dont il s'agit appartient à une société qui pratique à la fois le fonds commun et le livret individuel.

2. Voir sur ce point d'excellentes pages de Berteloot, *op. cit.*, p. 181 et s.

loppement et consacré son succès. Celui-ci a été déterminé par des considérations plus utilitaires. Si les débuts de l'œuvre ont été lents et retardés, c'est que l'on n'avait pas compris, du premier coup les admirables résultats que l'on en pouvait attendre. Les adhérents ne sont venus en nombre que le jour où les chiffres décisifs ont été publiés, c'est donc la prospérité financière des « Petites Cavé » qui a fait surtout leur prospérité numérique.

Il n'en est pas moins vrai qu'elles sont un excellent instrument d'épargne et de prévoyance. « En remettant le lundi matin, entre les mains de l'instituteur, dit M. Berteloot, le petit sou de la générosité et de l'aide mutuelle, qui sera transformé en journées de maladies réparties entre les condisciples dans le besoin, l'écolier se soumet à une discipline à la fois morale et sociale que l'enseignement du meilleur des maîtres serait impuissant à réaliser. Du même coup, il apprend la valeur de l'épargne de la prévoyance, de l'association ; il prend, ce qui vaut mieux encore, l'habitude d'économiser, de songer à l'avenir, de ne pas séparer du sien le sort de ses camarades. »

En même temps que la mutualité scolaire exerce l'enfant à l'épargne, elle le sollicite, l'habitue, l'entraîne à la prévoyance. En même temps, elle fait comprendre à l'enfant la puissance prodigieuse de l'association ; de l'association qui, dit M. Léon Bourgeois, « multiplie les efforts individuels par les efforts individuels, et là où l'on est dix, on a la force de cent, parce qu'au lieu d'avoir le conflit des intérêts qui affaiblit l'effort de chacun, on a les coudes serrés de ces dix hommes qui font la trouée dans les foules ».

« En outre, dit encore M. Berteloot, par la seule vertu de la pratique mutualiste, les écoliers grandissent dans le milieu le plus favorable au développement de leur esprit d'initiative et du sentiment de leur dignité. Ils y apprennent qu'ils ont leur destinée entre leurs mains, que leur condition sera en grande partie ce qu'ils voudront la faire, et que pour l'améliorer sûrement, ils ont à compter d'abord sur eux-mêmes et à n'attendre une aide de leurs semblables ou des pouvoirs publics qu'après avoir fourni un effort personnel. Il n'en faut pas davantage pour les préserver de la daugereuse conception de l'« État-Providence dispensateur souverain des biens et des maux » (1).

Enfin il faut rappeler l'utilité des « Petites Cavé » pour l'école elle-même et pour les œuvres post-scolaires. Cela a maintes fois été indiqué, en termes excellents, par M. Cru- chon, ancien préfet, celui-là même qui fonda la « Grande Cavé » de l'Ardèche.

« Les sociétés de secours mutuels scolaires, disait-il aux instituteurs, sont à la fois des associations préscolaires, scolaires et post-scolaires.

» Préscolaires, parce qu'elles aident au recrutement de l'école, en accueillant les enfants avant l'âge où ils peuvent y entrer, elles constituent ainsi les pépinières de l'école.

» Scolaires, elles le sont, avant tout, essentiellement ; il n'y a pas de moyen d'éducation démocratique comparable.

» Post-scolaires, elles forment entre les anciens élèves

1. Léon Bourgeois, Discours prononcé au XVI^e Congrès de la Ligue de l'Enseignement.

un lien qui maintient et resserre leurs relations pendant de longues années, pendant toute leur jeunesse, pendant leur âge mur, jusqu'au seuil de la vieillesse, que dis-je, jusqu'à la mort, car le petit écolier devenu vieux touchera jusqu'à son dernier jour la pension de retraite que lui servira la société de secours mutuels scolaires. Tous seront unis autour de l'école qui les aura initiés à la mutualité, et leur en aura assuré les bienfaits, tous voudront la soutenir, l'aider, étendre son influence, son action, la rendre prospère..... » La fécondité de la mutualité scolaire est inépuisable ; elle peut donner naissance à la formation de tous les divers genres d'associations ayant pour but l'intérêt de l'école elle-même et celui de l'instruction populaire (1).

SECTION II

LES INCONVÉNIENTS

Mais toute médaille a son revers, la mutualité scolaire a aussi ses inconvénients. Il ont été, à vrai dire, très rarement dénoncés, parce que ceux qui s'occupent d'elle sont presque invariablement des partisans très convaincus, je devrais dire des admirateurs enthousiastes de l'idée mutualiste ; et quand on admire une chose, on n'en aperçoit pas les défauts et les vices, ils disparaissent derrière les qualités.

Il serait cependant puéril de nier, quelque opinion que l'on professe sur la mutualité, et réserve faite de ses

1. V. Revue *Après l'École*, juin 1899.

énormes avantages, qu'elle n'offre des inconvénients assez graves. Si l'on assure par avance tous les individus contre les fléaux humains : maladie, chômage, vieillesse, et c'est ce que voudraient évidemment les partisans de la mutualité obligatoire ; on tarit par là même la source la plus féconde de l'activité individuelle, on fait disparaître le stimulant personnel, nécessaire à tout travail qui veut être productif. Il est bien certain, en effet, que c'est précisément la crainte de la misère qui rend les hommes laborieux, et qui les incite à accomplir, sans trop de récriminations, leur tâche quotidienne.

Le jour où tous les hommes sauront qu'en cas de maladie ils recevront l'assistance médicale gratuite pour eux et leur famille, qu'en cas de chômage, ils toucheront une indemnité quotidienne, qu'en cas d'invalidité, il leur sera accordé une allocation mensuelle, et qu'arrivés à un certain âge, ils auront droit à une retraite, de ce jour-là aura disparu à leurs yeux la nécessité de l'effort personnel, qui, en somme, donne son véritable prix à la vie et en fait sa raison d'être.

On leur aura persuadé que la mutualité est une fin dernière, qu'elle pourvoit à tout, et suffit à tout ; ils prendront alors le moyen pour la fin et se reposeront dans la douce quiétude du fonctionnaire français ; accoutumé à cette idée, qui est pour lui comme une idée fixe, qui a été probablement la raison déterminante de sa carrière, que les malheurs humains sont sans prise, sur lui, puisque son administration l'a par avance assuré contre la maladie, contre les accidents, contre le chômage, en un mot contre la misère possible.

Bien mieux, au bout de sa carrière il aura une pension qui le mettra à l'abri du besoin pour ses vieux jours. La mutualité obligatoire, c'est le développement nouveau et considérable du fonctionnaire; obliger tous les hommes et toutes les femmes à être mutualistes, c'est faire de tous des fonctionnaires d'une espèce particulière.

Du reste, si la mutualité a de nombreux et de sérieux partisans, elle a bien aussi des adversaires; elle est en opposition notamment avec la conception socialiste, celle-ci ne veut pas de la collaboration personnelle de l'individu à l'organisation du service de la retraite, c'est l'État seul qui doit en assumer la charge.

La retraite est considérée par les socialistes comme un droit absolu pour l'ouvrier, car, dit M. Vaillant, elle n'est qu'une partie « de l'assurance sociale qui répond au droit, commençant à se manifester, de la classe ouvrière, d'être garantie contre tous les risques que lui font courir le régime d'oppression et d'exploitation capitaliste... et les conditions dans lesquelles fonctionne actuellement la société, c'est-à-dire les conditions générales de l'appropriation et de la production capitaliste » (1).

« Cette assurance, ajoute M. Vaillant, ne vise pas seulement l'individu, mais la collectivité, la classe ouvrière et pauvre, pour l'assurer, la garantir et lui remettre le soin, la garde de ce droit au secours, qu'elle n'a plus à implorer, qu'elle exige et attribue à ses membres victimes de l'accident et de la misère, et cela, non pas en vertu d'une

1. E. Vaillant. Chambre des députés, séance du 20 mai 1903. *J. Off.*, p. 1779 et suiv. (Discussion de la loi sur l'assistance obligatoire).

demande, non pas en vertu d'une supplication, non pas comme une aumône, non pas comme un bienfait, mais en vertu d'un droit. Eh bien! nous demandons que ce droit soit inscrit dans la loi, et que ce soit non pas un droit légal, mais un droit effectif.

Ainsi, mutualistes et socialistes sont bien d'accord sur le principe: il faut garantir, disent-ils, tout individu contre les risques qu'il peut courir. Mais ils diffèrent profondément sur les moyens; les premiers veulent que l'individu collabore à cette garantie, qu'il soit, pour ainsi dire, son propre assureur; tandis que les autres remettent à l'Etat seul le soin d'organiser cette assurance.

Cette assurance, soit qu'elle concerne uniquement la vieillesse, soit qu'elle ait rapport à tous les autres risques qui peuvent atteindre l'ouvrier, doit avoir un caractère éminemment social. c'est-à-dire que c'est l'État qui doit en prendre directement la charge et en assumer toute la responsabilité parce que ces risques sont le résultat de l'organisation sociale actuelle.

S'il y a des malheureux et des indigents, c'est la faute de la société qui les a laissés manquer de travail ou qui a permis qu'ils fussent indignement dépouillés d'une partie de leur travail de sorte que « l'activité productive du travailleur, si elle représente la satisfaction de ses besoins pendant la période de production, ne représente pas son droit à l'existence après cette période et jusqu'à la fin de sa vie ». A ce moment, il n'a plus comme ressource que la bienfaisance, solution contre laquelle la dignité humaine proteste. C'est donc bien une injustice que la société doit réparer. Elle doit garantir à l'individu des conditions natu-

relles d'existence pendant cette période improductive. Pour cela elle lui accordera une pension de retraite dont le capital constitutif sera « prélevé sur la richesse engendrée par le travail ». Elle sera, et c'est de toute équité, mise, au moyen de l'impôt, entièrement à la charge des employeurs, mais l'État devra s'en porter garant, et il en assurera le service par une inscription annuelle au budget. Ainsi la classe ouvrière et pauvre pourra efficacement exercer son contrôle sur cette assurance.

Il ne saurait être question de la participation des salariés à cette assurance, car il est évident, en droit, que les salariés déjà dépouillés d'une partie de leur travail par le système capitaliste ne sont pas tenus à contribuer à l'institution des retraites; « ou du moins si le parti socialiste accepte, à l'heure actuelle, cette collaboration du prolétariat, qu'on sache bien que c'est en attendant que le régime capitaliste, contraint sous la poussée ouvrière, ne croule », que c'est « par résignation », car c'est la chose en soi contraire au socialisme (1).

Élargissant dans toute sa plénitude cette théorie, M. Chauvière fait le procès de la prévoyance et de l'épargne, réhabilite le mendiant, le vagabond, le paresseux, justifie toutes les passions et tous les égoïsmes. « Mendiant, vagabond, qu'est-ce que cela ? Ne sont-ce pas des êtres humains que la lutte pour la vie et le défaut d'éducation ont frappés » (2).

« L'épargne, ajoute-t-il, ne nous enthousiasme pas....

1. Zévaès, Proposition de loi du 20 juin 1898.

2. Chauvière, Proposition de loi du 19 novembre 1897.

Pourquoi voulez-vous que celui qui aime la vie et les plaisirs, qui n'a que soi pour faire fructifier son avoir, ne puisse se satisfaire ? Et, ce faisant, en quoi serait-il plus indigne que son voisin qui thésaurise ? entendez par là que celui qui épargne et prévoit ? »

Ainsi dans le monde socialiste, il ne saurait y avoir le moindre doute ; c'est au nom du droit à l'existence que tout membre du corps social acquiert en naissant et que la société doit garantir, ce droit à l'existence qui a pour corollaire le droit au travail, que les socialistes proclament le droit de tous à la retraite ; droit absolu pour l'individu, dette absolue pour la société.

Telle est la conception socialiste opposée à la conception mutualiste. Il est à peine besoin de dire que nos préférences vont à la seconde, à la consécration de l'effort individuel plus qu'à l'omnipotence de l'État.

La mutualité scolaire a bien quelques inconvénients, et nous avons tenu impartialement à les signaler pour éclairer complètement le problème ; mais que sont-ils au regard des énormes avantages que nous croyons avoir nettement dégagés !

Toute institution humaine a forcément ses détracteurs et ses imperfections, mais que sont les uns et les autres à côté des milliers de partisans et d'admirateurs convaincus et enthousiastes ; et à côté des innombrables bienfaits qu'elle répand sur ses adhérents et sur la société tout entière ; quand on a le bonheur de rencontrer une œuvre pareille il n'y a que deux choses à faire : rendre d'abord un éclatant hommage de reconnaissance aux âmes géné-

reuses qui l'ont créée et fait aimer, et ensuite s'y associer pleinement et dans la mesure de ses forces, lui recruter des adeptes et des amis, parce que, comme l'a très bien dit M. Léon Bourgeois : « C'est une tentative politique très noble que celle-là : c'est la plus utile et la plus haute que l'on puisse entreprendre, que de vouloir faire de ces déshérités, de ces découragés, de ces désespérés, d'autres hommes utiles à la société et d'autant plus reconnaissants envers elle qu'ils ont senti le souffle du désespoir (1). »

1. Léon Bourgeois, *L'Éducation de la Démocratie*, p. 236.

FIN

Vu : Le Président de la thèse
A. SOUCHON

Vu : le Doyen
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
Pour le Vice-Recteur l'Inspecteur d'Académie
FONTENÉ



